

C-4

First Session, Thirty-sixth Parliament,
46 Elizabeth II, 1997

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-4

An Act to amend the Canadian Wheat Board Act and to
make consequential amendments to other Acts

First reading, September 25, 1997

C-4

Première session, trente-sixième législature,
46 Elizabeth II, 1997

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-4

Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé
et d'autres lois en conséquence

Première lecture le 25 septembre 1997

THE MINISTER RESPONSIBLE FOR THE CANADIAN WHEAT
BOARD

LE MINISTRE RESPONSABLE DE LA COMMISSION
CANADIENNE DU BLÉ

RECOMMENDATION

His Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to amend the Canadian Wheat Board Act and to make consequential amendments to other Acts".

SUMMARY

This enactment makes changes to the Canadian Wheat Board in the areas of corporate governance and operational flexibility. It replaces the commissioner structure of senior management with a board of directors and a president. Once the first directors elected to the board assume office, the Canadian Wheat Board ceases to be an agent of Her Majesty; however, borrowings will continue to be guaranteed by the federal government. In the area of operations, the Canadian Wheat Board will be authorized to buy grain and reimburse farmers for grain on more flexible terms. A contingency fund, established by the Canadian Wheat Board, will support certain of these operations.

RECOMMANDATION

Son Excellence le gouverneur général recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé et d'autres lois en conséquence ».

SOMMAIRE

Le texte modifie l'organisation sociale de la Commission canadienne du blé. Il remplace la haute direction formée de commissaires par un conseil d'administration et un président. À l'entrée en fonction des premiers administrateurs élus par les producteurs, la Commission cessera d'être mandataire de Sa Majesté. Le gouvernement fédéral continuera néanmoins à garantir les opérations d'emprunt de la Commission. Sur le plan des activités, le texte confère à celle-ci une plus grande souplesse pour l'achat de grain et le paiement des agriculteurs. Les risques pouvant découler de ces opérations seront couverts en partie par un fonds de réserve établi par la Commission.

THE HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-4

PROJET DE LOI C-4

An Act to amend the Canadian Wheat Board Act and to make consequential amendments to other Acts

Loi modifiant la Loi sur la Commission canadienne du blé et d'autres lois en conséquence

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. C-24;
R.S., cc. 37,
38 (4th
Supp.); 1988,
c. 65; 1991,
cc. 33, 46, 47;
1993, c. 44;
1994, cc. 39,
47; 1995, c.
31

CANADIAN WHEAT BOARD ACT

LOI SUR LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ

L.R., ch.
C-24; L.R.,
ch. 37, 38 (4^e
suppl.); 1988,
ch. 65; 1991,
ch. 33, 46,
47; 1993, ch.
44; 1994, ch.
39, 47; 1995,
ch. 31

1. (1) The definition "Board" in subsection 2(1) of the English version of the *Canadian Wheat Board Act* is repealed.

1. (1) La définition de « Board », au paragraphe 2(1) de la version anglaise de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, est abrogée.

(2) The definition "ordonnance" in subsection 2(1) of the French version of the Act is repealed.

(2) La définition de « ordonnance », au paragraphe 2(1) de la version française de la même loi, est abrogée. 10

(3) The definition "designated area" in subsection 2(1) of the Act is replaced by the following:

(3) La définition de « région désignée », au paragraphe 2(1) de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

"designated area"
« région désignée »

"designated area" means that area comprised by the Provinces of Manitoba, Saskatchewan and Alberta, and that part of the Province of British Columbia known as the Peace River District, and any other areas that the Board may designate under subsection (3);

« région désignée » La région formée des provinces du Manitoba, de la Saskatchewan et 15 d'Alberta, de la partie de la province de la Colombie-Britannique connue sous le nom de district de Peace River, ainsi que des régions éventuellement incluses dans cette région en application du paragraphe (3). 20

« région désignée »
"designated area"

(4) The definition "Commission" in subsection 2(1) of the French version of the Act is replaced by the following:

(4) La définition de « Commission », au paragraphe 2(1) de la version française de la même loi, est remplacée par ce qui suit :

« Commission »
"Corporation"

« Commission » La Commission canadienne du blé prorogée par l'article 3.

« Commission » La Commission canadienne du blé prorogée par l'article 3. 25

« Commission »
"Corporation"

(5) Subsection 2(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

“board”
« conseil »

“board” means the board of directors of the Corporation referred to in section 3.01;

(6) Subsection 2(1) of the English version of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

“Corporation”
« Commission »

“Corporation” means The Canadian Wheat Board continued by section 3;

(7) Subsection 2(1) of the French version of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

« arrêté »
“order”

« arrêté » Tout arrêté pris par la Commission sous le régime de la présente loi; y sont assimilées les « instructions aux commerçants » qu’elle publie.

(8) Subsection 2(3) of the Act is replaced by the following:

Designating parts included in designated area

(3) The Corporation may, by order, designate parts of the Province of British Columbia, other than the Peace River District, and parts of the Province of Ontario lying in the Western Division that are included in the designated area, for the purposes of this Act.

2. The Act is amended by adding the following after section 2:

Binding on Her Majesty

HER MAJESTY

2.1 This Act is binding on Her Majesty in right of Canada or a province.

3. Section 3 of the Act and the heading “Constitution of the Board” before it are replaced by the following:

Continuation of the Corporation

Corporation continued

3. (1) The Canadian Wheat Board is hereby continued.

Headquarters

(2) The headquarters of the Corporation are in the city of Winnipeg in the Province of Manitoba.

(5) Le paragraphe 2(1) de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

« conseil » Le conseil d’administration de la Commission mentionné à l’article 3.01.

(6) Le paragraphe 2(1) de la version anglaise de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

“Corporation” means The Canadian Wheat Board continued by section 3;

(7) Le paragraphe 2(1) de la version française de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :

« arrêté » Tout arrêté pris par la Commission sous le régime de la présente loi; y sont assimilées les « instructions aux commerçants » qu’elle publie.

(8) Le paragraphe 2(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) La Commission peut, par arrêté, inclure dans la région désignée des parties de la province de la Colombie-Britannique — à l’exception du district de Peace River — et des parties de la province d’Ontario comprises dans la région de l’Ouest.

2. La même loi est modifiée par adjonction, après l’article 2, de ce qui suit :

SA MAJESTÉ

2.1 La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada ou d’une province.

3. L’article 3 de la même loi et l’intertitre « Constitution » le précédant sont remplacés par ce qui suit :

Prorogation

3. (1) Est prorogée la Commission canadienne du blé.

(2) La Commission a son siège à Winnipeg (Manitoba).

« conseil »
“board”

“Corporation”
« Commission »

« arrêté »
“order”

Extension de la région désignée

Obligation de Sa Majesté

Prorogation

Siège

	<i>Board of Directors</i>	<i>Conseil d'administration</i>	
Board of directors	3.01 (1) The board of directors shall direct and manage the business and affairs of the Corporation and is for those purposes vested with all the powers of the Corporation.	3.01 (1) La direction et l'administration des affaires de la Commission sont assurées par un conseil d'administration investi, à ces fins, de tous les pouvoirs conférés à la Commission.	Conseil d'administration
Composition of the board	(2) The board consists of fifteen directors, including a chairperson and a president.	(2) Le conseil compte quinze membres ou administrateurs, dont le président du conseil et le président.	5 Composition
Directors	3.02 (1) Four directors are appointed by the Governor in Council on the recommendation of the Minister. Ten directors are elected in accordance with sections 3.06 to 3.08 and the regulations. The president is appointed by the Governor in Council on the recommendation of the Minister after consultation with the other directors.	3.02 (1) Quatre administrateurs sont nommés par le gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre et dix administrateurs sont élus en conformité avec les articles 3.06 à 3.08 et à leurs règlements d'application. Le président est nommé par le gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre après consultation des autres administrateurs.	10 Administrateurs
Term	(2) The directors, with the exception of the president, hold office for a maximum term of three years, up to a maximum of three terms.	(2) Les administrateurs — à l'exception du président — occupent leurs fonctions pour une durée maximale de trois ans; ils ne peuvent recevoir plus de trois mandats.	15 Mandat 20
Part-time directors	(3) Unless the Governor in Council directs otherwise, the directors, with the exception of the president, shall perform their functions on a part-time basis.	(3) Sauf décision contraire du gouverneur en conseil, les administrateurs — à l'exception du président — exercent leurs fonctions à temps partiel.	20 Exercice des fonctions
Powers, duties and functions of directors	(4) For greater certainty, the appointed directors and the elected directors have the same powers, duties and functions.	(4) Il est entendu que le fait qu'un administrateur soit nommé ou élu est sans effet sur ses attributions.	25 Attributions
Remuneration	3.03 (1) The directors are paid the remuneration that is fixed by resolution of the board.	3.03 (1) Les administrateurs reçoivent la rémunération fixée par résolution du conseil.	25 Rémunération
Travel and living expenses	(2) The directors, with the exception of the president, are entitled to be paid reasonable travel and living expenses incurred by them in the course of their duties under this Act while absent from their ordinary place of residence.	(2) Les administrateurs — à l'exception du président — sont indemnisés des frais de déplacement et de séjour entraînés par l'accomplissement de leurs fonctions hors de leur lieu habituel de résidence.	30 Frais de déplacement et de séjour
Chairperson	3.04 (1) The board designates one director to be the chairperson and may fix the remuneration of the chairperson.	3.04 (1) Le conseil désigne l'un des administrateurs à titre de président du conseil et fixe sa rémunération.	35 Président du conseil

Duties	(2) The chairperson performs the duties conferred on the chairperson by the by-laws, calls and presides at meetings of the board and determines the agenda at those meetings.	(2) Le président du conseil convoque et préside les réunions du conseil, et en établit l'ordre du jour. Il exerce en outre les fonctions que lui confèrent les règlements administratifs.	Fonctions 5
Absence or incapacity	(3) If the chairperson is absent or unable to act, the board may designate one of the directors to act as chairperson.	(3) En cas d'absence ou d'empêchement du président du conseil, le conseil peut désigner l'un de ses membres à titre d'intérimaire.	Absence ou empêchement
By-laws	<p>3.05 The board may make by-laws respecting the administration and management of the business and affairs of the Corporation, including</p> <p>(a) the convening, frequency and conduct of meetings of the board, the participation of directors in those meetings by telephone or other communication facilities, the quorum at the meetings and the confidentiality of the board's deliberations;</p> <p>(b) the holding of annual meetings and any other method by which the board may demonstrate its accountability to producers;</p> <p>(c) the conditions under which elected directors may be removed from office;</p> <p>(d) the periodic review of the performance of the president by the board;</p> <p>(e) the manner in which the board may recommend to the Minister the removal of the president;</p> <p>(f) the establishment of committees of the board and the powers, duties and functions of the committees; and</p> <p>(g) the exercise of the powers set out in subsection 6(1).</p> <p style="text-align: center;"><i>Election of Directors</i></p>	<p>3.05 Le conseil peut établir des règlements administratifs concernant l'administration et la gestion des affaires de la Commission, notamment :</p> <p>a) le déroulement de ses réunions, y compris leur fréquence, la convocation des administrateurs, la participation de ceux-ci par téléphone ou autre moyen de communication, le quorum requis, ainsi que la confidentialité de ses délibérations;</p> <p>b) la tenue d'assemblées annuelles ou toute autre méthode utilisée par lui pour rendre compte de ses activités aux producteurs;</p> <p>c) les conditions de révocation des administrateurs élus;</p> <p>d) l'appréciation périodique du rendement professionnel du président;</p> <p>e) les modalités suivant lesquelles le conseil peut recommander au ministre la révocation du président;</p> <p>f) la formation de comités du conseil, ainsi que leurs attributions;</p> <p>g) les modalités d'exercice des pouvoirs prévus au paragraphe 6(1).</p> <p style="text-align: center;"><i>Élection d'administrateurs</i></p>	Règlements administratifs 10 15 20 25 30
Regulations	3.06 (1) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, make regulations respecting the election of directors.	3.06 (1) Sur la recommandation du ministre, le gouverneur en conseil peut, par règlement, régir l'élection des administrateurs.	Règlements 35
Limitation	(2) After the date referred to in section 3.08, the Minister shall not make the recommendation referred to in subsection (1) unless he or she has consulted with the board, including	(2) À compter de la date mentionnée à l'article 3.08, la recommandation du ministre est subordonnée à la consultation du conseil sur le contenu éventuel des règlements à	Consultation du conseil

Administration of election	<p>consulting with respect to geographical representation on the board and the staggering of the terms of office of directors.</p> <p>3.07 Subject to the regulations, the Corporation shall take any measures that the Minister may determine for the proper conduct and supervision of an election of directors, including</p> <p>(a) employing the persons necessary to conduct or manage the election and the payment of any fees, costs, allowances and expenses of any person so employed, that the Minister may determine; and</p> <p>(b) paying the costs of the election incurred by or on behalf of the Corporation, including the costs incurred in the preparation, printing and distribution of material providing information on candidates.</p>	<p>prendre notamment sur la représentation géographique des administrateurs et l'échelonnement dans le temps de leur mandat.</p> <p>3.07 Sous réserve des règlements, la Commission prend les mesures administratives que le ministre juge indiquées relativement à l'organisation de l'élection et à la surveillance de son déroulement, notamment :</p> <p>a) l'embauchage du personnel administratif nécessaire à la tenue de l'élection et le versement de la rémunération et des indemnités que fixe le ministre;</p> <p>b) le paiement des frais afférents à la tenue de l'élection qu'elle a engagés ou qui l'ont été en son nom, y compris les frais qu'elle a autorisés quant à la préparation, l'impression et la diffusion de la documentation électorale destinée à faire connaître les candidats.</p>	Mesures administratives
Publication	<p>3.08 The Minister shall determine the date on which the first directors elected shall assume office, which date shall not be later than December 31, 1998. At least thirty days before that date, the Minister shall publish a notice of that date in the <i>Canada Gazette</i>.</p> <p style="text-align: center;"><i>President</i></p>	<p>3.08 Le ministre fixe et publie dans la <i>Gazette du Canada</i>, au moins trente jours à l'avance, la date d'entrée en fonction des premiers administrateurs. Cette date ne peut être postérieure au 31 décembre 1998.</p> <p style="text-align: center;"><i>Président</i></p>	Publication
Term of office	<p>3.09 The president holds office during pleasure for the term that the Governor in Council may determine.</p>	<p>3.09 Le président exerce ses fonctions à titre amovible pour la durée que fixe le gouverneur en conseil.</p>	Exercice des fonctions
Remuneration	<p>3.1 (1) The president is paid the remuneration fixed by resolution of the board.</p>	<p>3.1 (1) Le président reçoit la rémunération fixée par résolution du conseil.</p>	Rémunération
Travel and living expenses	<p>(2) The president is entitled to be paid reasonable travel and living expenses incurred during the course of the president's duties under this Act while absent from the president's ordinary place of work.</p>	<p>(2) Il est indemnisé des frais de déplacement et de séjour entraînés par l'accomplissement de ses fonctions hors de son lieu habituel de travail.</p>	Frais de déplacement et de séjour
Duties	<p>3.11 (1) The president is the chief executive officer of the Corporation and has, on behalf of the board, responsibility for the direction and management of the business and day-to-day operations of the Corporation with authority to act, subject to resolution of the board, in all matters that are not by this Act or the</p>	<p>3.11 (1) Le président est le premier dirigeant de la Commission; à ce titre, il assure, au nom du conseil, la direction et la gestion des activités et des affaires courantes de celle-ci. Sous réserve des résolutions du conseil, il est investi à cet effet des pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés au conseil ou au prési-40</p>	Fonctions

	by-laws specifically reserved to be done by the board or the chairperson.	dent de celui-ci par la présente loi ou les règlements administratifs de la Commission.	
Absence or incapacity	(2) If the president is absent or unable to act or the office of president is vacant, the Minister may appoint an interim president. An interim president shall not act for more than ninety days without the approval of the Governor in Council.	(2) En cas d'absence ou d'empêchement du président ou de vacance de son poste, le ministre peut désigner un intérimaire; l'intérim ne peut toutefois dépasser quatre-vingt-dix jours sans l'approbation du gouverneur en conseil.	Absence ou empêchement
	<i>Directors and Officers</i>	<i>Administrateurs et dirigeants</i>	
Duty of care	3.12 (1) The directors and officers of the Corporation in exercising their powers and performing their duties shall (a) act honestly and in good faith with a view to the best interests of the Corporation; and (b) exercise the care, diligence and skill that a reasonably prudent person would exercise in comparable circumstances.	3.12 (1) Les administrateurs et dirigeants de la Commission doivent, dans l'exercice de leurs fonctions, agir : a) avec intégrité et de bonne foi au mieux des intérêts de la Commission; b) avec le soin, la diligence et la compétence d'une personne prudente et avisée.	Obligation générale des administrateurs et dirigeants
Duty to comply	(2) The directors and officers of the Corporation shall comply with this Act, the regulations, the by-laws of the Corporation and any directions given to the Corporation under this Act.	(2) Ils doivent observer la présente loi et ses règlements, ainsi que les règlements administratifs de la Commission et les instructions que reçoit celle-ci sous le régime de la présente loi.	Obligation particulière
Limit of liability	(3) Directors and officers are not liable under subsection (1) or (2) if they rely in good faith on (a) financial statements of the Corporation represented to them by an officer of the Corporation or in a written report of the auditor of the Corporation as fairly reflecting the financial condition of the Corporation; or (b) a report of a lawyer, notary, accountant, engineer, appraiser or other person whose position or profession lends credibility to a statement made by that person.	(3) N'est pas engagée, au titre des paragraphes (1) ou (2), la responsabilité de l'administrateur ou du dirigeant qui s'appuie de bonne foi sur : a) des états financiers de la Commission présentant sincèrement la situation de celle-ci, selon l'un de ses dirigeants ou d'après le rapport écrit du vérificateur; b) les rapports de personnes dont la profession ou la situation permet d'accorder foi à leurs déclarations, notamment les avocats, les notaires, les comptables, les ingénieurs et les estimateurs.	Limite de responsabilité
Indemnity	3.13 The Corporation shall indemnify a present or former director or officer of the Corporation or a person who acts or acted at the request of the Corporation, and their heirs and legal representatives, against all costs, charges and expenses, including an amount paid to settle an action or satisfy a judgment,	3.13 La Commission indemnise ceux de ses administrateurs ou dirigeants ou leurs prédécesseurs, ou les personnes qui, à sa demande, agissent ou ont agi en cette qualité, ainsi que leurs héritiers et mandataires, de tous les frais et dépens, y compris les sommes versées pour transiger ou pour exécuter un jugement,	Indemnisation

that are reasonably incurred by them in respect of any civil, criminal or administrative action or proceeding to which they are a party by reason of being or having been such a director, officer or person if they

(a) acted honestly and in good faith with a view to the best interests of the Corporation; and

(b) in the case of a criminal or administrative action or proceeding that is enforced by a monetary penalty, believed on reasonable grounds that their conduct was lawful.

Object and Powers

4. Subsections 4(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

(2) The Corporation is not an agent of Her Majesty and is not a Crown corporation within the meaning of the *Financial Administration Act*.

(3) Actions taken by or against the Corporation in respect of rights and obligations acquired or incurred by the Corporation on behalf of Her Majesty before the date referred to in section 3.08, for all purposes, are deemed to have been taken by or against Her Majesty, as the case may be.

5. The heading before section 5 of the Act is repealed.

6. (1) Section 6 of the Act is renumbered as subsection 6(1).

(2) Paragraphs 6(1)(c) and (c.1) of the Act are replaced by the following:

(c) subject to the approval of the Minister of Finance, to enter into commercial banking arrangements;

(c.01) subject to section 19, to borrow money by any means, including the issuing, reissuing, selling and pledging of bonds, debentures, notes and other evidences of indebtedness of the Corporation;

(c.1) subject to the approval of the Minister of Finance, to invest moneys of the Corporation in bonds, debentures, notes or other evidences of indebtedness of or guaranteed by

engagés par eux lors de procédures civiles, pénales ou administratives auxquelles ils étaient parties en cette qualité, si les conditions suivantes sont réunies :

a) ils ont agi avec intégrité et de bonne foi au mieux des intérêts de la Commission;

b) dans le cas de procédures pénales ou administratives aboutissant au paiement d'une peine pécuniaire, ils avaient des motifs raisonnables de croire à la régularité de leur conduite.

Mission et pouvoirs

4. Les paragraphes 4(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(2) La Commission n'est ni mandataire de Sa Majesté ni une société d'État au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

(3) Les poursuites engagées par la Commission ou contre celle-ci, à l'égard des droits et obligations assumés par elle au nom de Sa Majesté avant la date mentionnée à l'article 3.08 sont, à toutes fins que de droit, réputées avoir été engagées par Sa Majesté ou contre celle-ci, selon le cas.

5. L'intertitre précédant l'article 5 de la même loi est abrogé.

6. (1) L'article 6 de la même loi devient le paragraphe 6(1).

(2) Les alinéas 6(1)(c) et c.1) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

c) sous réserve de l'approbation du ministre des Finances, faire des opérations commerciales auprès des banques;

c.01) sous réserve de l'article 19, emprunter des fonds, notamment par émission, réémission, vente et mise en gage de ses propres obligations, débetures, billets ou autres titres de créance;

c.1) sous réserve de l'approbation du ministre des Finances, acquérir des obligations, débetures, billets ou autres titres de créance émis ou garantis par le gouvernement du Canada ou d'une province, par un gouver-

Status

Legal proceedings

R.S., c. 38 (4th Supp.), s. 2

Statut

Poursuites

L.R., ch. 38 (4^e suppl.), art. 2

<p>(i) the Government of Canada or of any province of Canada,</p> <p>(ii) the government of a foreign country or of any province or state of <u>that country</u>, or</p> <p>(iii) a financial institution whether in or outside Canada;</p>	<p>5</p>	<p>nement étranger ou par un établissement financier — canadien ou non;</p>	<p>c.2) aux fins de couverture, dans le cadre de ses activités, recourir à toutes mesures de gestion des risques, notamment : options, 5 contrats à terme — de gré à gré ou sur un marché organisé — et contrats concernant des échanges de taux d'intérêts, de devises ou de marchandises;</p>
<p>(c.2) in the course of its operations, to enter into and deal with any contracts and transactions that the Corporation considers necessary for risk management purposes, including options, futures contracts, forward contracts and currency, commodity and interest rate swaps;</p>	<p>10</p>	<p>10</p>	<p>c.3) établir un fonds de réserve constitué des sommes réglementaires et pouvant servir :</p> <p>(i) à garantir les ajustements prévus au sous-alinéa 32(1)(b)(ii),</p> <p>(ii) à couvrir les pertes pouvant éventuellement découler des opérations prévues aux articles 33.01 et 39.1;</p>
<p>(c.3) to establish a contingency fund consisting of the amounts specified by the regulations, that may be used</p> <p>(i) to guarantee adjustments to initial payments provided for in subparagraph 32(1)(b)(ii), or</p> <p>(ii) to provide for potential losses from operations under section 33.01 or 39.1;</p>	<p>15</p> <p>20</p>	<p>15</p> <p>20</p>	<p>c.4) délivrer des certificats négociables en conformité avec la présente loi;</p>
<p>(c.4) to issue negotiable certificates in accordance with this Act;</p>	<p>25</p>	<p>20</p>	<p>20</p>

(3) Section 6 of the Act is amended by adding the following after subsection (1): **(3) L'article 6 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :**

<p>Regulations</p>	<p>(2) The Governor in Council may make regulations authorizing the Corporation to deduct an amount from any amount it receives in the course of its operations under this Act and to credit the amount so deducted to the contingency fund established under paragraph (1)(c.3).</p>	<p>30</p>	<p>(2) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, autoriser la Commission à faire des retenues sur les sommes touchées par elle dans le cadre de ses opérations au titre de la présente loi, et à verser les sommes ainsi retenues au fonds de réserve établi en vertu de l'alinéa (1)c.3).</p>	<p>Règlements</p>
<p>Sufficiency of contingency fund</p>	<p>(3) The Minister shall publish in the <i>Canada Gazette</i> a notice of the date on which, in the Minister's opinion, the amount in the contingency fund established under paragraph (1)(c.3) is sufficient to guarantee adjustments to initial payments provided for in subparagraph 32(1)(b)(ii).</p>	<p>35</p> <p>40</p>	<p>(3) Le ministre publie dans la <i>Gazette du Canada</i> la date où il estime que le montant du fonds de réserve établi en vertu de l'alinéa (1)c.3) est suffisant pour garantir les ajustements prévus au sous-alinéa 32(1)(b)(ii).</p>	<p>Suffisance du fonds de réserve</p>
<p>Contingency fund balance</p>	<p>(4) For greater certainty, the balance at any particular time of the contingency fund established under paragraph (1)(c.3) need not be positive.</p>	<p>35</p>	<p>(4) Il est entendu que le solde du fonds de réserve établi en vertu de l'alinéa (1)c.3) peut être débiteur.</p>	<p>Fonds de réserve</p>

Property of
the
Corporation

(5) For greater certainty, the property held by the Corporation on behalf of Her Majesty in right of Canada on the date referred to in section 3.08 is the property of the Corporation on that date.

5

(5) Il est entendu que les biens détenus par la Commission pour le compte de Sa Majesté du chef du Canada à la date mentionnée à l'article 3.08 appartiennent à la Commission.

Propriété des
biens

7. Subsections 7(2) and (3) of the Act are replaced by the following:

Profits

(2) Profits realized by the Corporation from its operations in wheat under this Act during any crop year, other than profits from its operations under Part III and profits that are credited to the contingency fund, with respect to the disposition of which no provision is made elsewhere in this Act, shall be paid to the Receiver General for the Consolidated Revenue Fund.

7. Les paragraphes 7(2) et (3) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(2) Les bénéfices réalisés par la Commission au titre de ses opérations sur le blé au cours d'une campagne agricole, exception faite de ceux qui résultent des opérations visées à la partie III ou qui sont versés au fonds de réserve, sont, sauf affectation particulière prévue par la présente loi, remis au receveur général pour versement au Trésor.

Bénéfices

Losses

(3) Losses sustained by the Corporation, other than losses that are charged to the contingency fund,

(a) as a result of the payment of the sum certain per tonne fixed under subparagraph 32(1)(b)(i) at the beginning of any pool period fixed under Part III, or

(b) from its operations under Parts I, II, IV and VI of this Act during any crop year,

for which no provision is made in any other Part shall be paid out of moneys provided by Parliament.

(3) Sont imputées aux crédits affectés par le Parlement, sauf disposition contraire d'une autre partie, les pertes subies par la Commission — à l'exclusion de celles qui ont été imputées au fonds de réserve — :

a) au cours d'une période de mise en commun fixée aux termes de la partie III, par suite du paiement de la somme fixée au titre du sous-alinéa 32(1)b(i);

b) dans le cas des opérations prévues par les parties I, II, IV et VI de la présente loi, au cours d'une campagne agricole.

Pertes

R.S., c. 38
(4th Supp.),
s. 3

Payment of
expenses

8. Subsection 8(1) of the Act is replaced by the following:

8. (1) The Corporation may, at the time of realization, use every profit realized by it on the sale of bonds, debentures, notes or other evidences of indebtedness acquired by it under paragraph 6(1)(c.1) in payment of expenses incurred by the Corporation in its operations or may credit the profit to the contingency fund established under paragraph 6(1)(c.3).

30

8. Le paragraphe 8(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

8. (1) Les bénéfices réalisés par la Commission sur la vente des titres de créance visés à l'alinéa 6(1)c.1 peuvent être affectés au paiement des dépenses engagées dans l'exercice de ses activités ou au crédit du fonds de réserve établi en vertu de l'alinéa 6(1)c.3.

L.R., ch. 38
(4^e suppl.),
art. 3

Affectation
des bénéfices

R.S., c. 38
(4th Supp.),
s. 4

9. The heading before section 12 and sections 12 to 17 of the Act are repealed.

10. Section 18 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

9. L'intertitre précédant l'article 12 et les articles 12 à 17 de la même loi sont abrogés.

10. L'article 18 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

L.R., ch. 38
(4^e suppl.),
art. 4

Directors	(1.1) The directors shall cause the directions to be implemented and, in so far as they act in accordance with section 3.12, they are not accountable for any consequences arising from the implementation of the directions.	(1.1) Les administrateurs veillent à la mise en oeuvre des instructions données à la Commission, mais ils ne peuvent être tenus pour responsables des conséquences qui en découlent si, ce faisant, ils observent l'article 3.12.	Administrateurs
Best interests	(1.2) Compliance by the Corporation with directions is deemed to be in the best interests of the Corporation.	(1.2) La Commission est, lorsqu'elle observe les instructions qu'elle reçoit, présumée agir au mieux de ses intérêts.	Présomption
1991, c. 33, s. 1	11. Section 19 of the Act and the heading before it are replaced by the following:	11. L'article 19 de la même loi et l'intertitre le précédant sont remplacés par ce qui suit :	1991, ch. 33, art. 1
	<i>Plans, Borrowings and Guarantees</i>	<i>Plans, emprunts et garantie</i>	
Corporate plan	19. (1) The Corporation shall submit annually a corporate plan to the Minister for the approval of the Minister in consultation with the Minister of Finance.	19. (1) La Commission établit annuellement un plan d'entreprise qu'elle remet au ministre pour que celui-ci l'approuve en consultation avec le ministre des Finances.	Plan d'entreprise
Scope and content of corporate plan	(2) The corporate plan shall encompass all the business and activities of the Corporation and shall contain any information that the Minister considers appropriate.	(2) Le plan traite de toutes les activités de la Commission et fait état des renseignements que le ministre juge indiqués.	Portée et contenu du plan
Borrowing plan	(3) The Corporation shall submit annually to the Minister of Finance for approval a plan indicating the amount of money that the Corporation intends to borrow in the coming crop year for the purposes of carrying out its corporate plan.	(3) La Commission soumet annuellement à l'approbation du ministre des Finances un plan indiquant le montant des emprunts qu'elle entend contracter au cours de la campagne agricole à venir en vue de la mise en oeuvre de son plan d'entreprise.	Plan d'emprunt
Terms and conditions	(4) The Corporation shall not undertake any borrowings described in the borrowing plan approved under subsection (3) unless the Minister of Finance has approved the time, terms and conditions of the borrowings.	(4) Avant de procéder à une opération d'emprunt prévue au plan visé au paragraphe (3), la Commission est tenue d'obtenir l'approbation du ministre des Finances quant aux modalités de temps et aux conditions de l'opération.	Modalités et conditions des emprunts
Guarantee of borrowings	(5) The repayment with interest, if any, of money borrowed by the Corporation in accordance with the terms and conditions approved under subsection (4) is guaranteed by the Minister of Finance on behalf of Her Majesty.	(5) Le remboursement des emprunts contractés par la Commission suivant les modalités et les conditions approuvées en vertu du paragraphe (4) — ainsi que des intérêts afférents, le cas échéant — est garanti par le ministre des Finances pour le compte de Sa Majesté.	Garantie : emprunts

Loans and
guarantee of
credit sales

(6) The Minister of Finance, on behalf of Her Majesty, may, on any terms and conditions that the Governor in Council may approve,

(a) make loans or advances to the Corporation; or

(b) guarantee payment with interest of amounts owing to the Corporation in respect of the sale of grain on credit.

(6) Le ministre des Finances peut, pour le compte de Sa Majesté et aux conditions que le gouverneur en conseil approuve :

a) consentir des prêts ou avances à la Commission;

b) garantir les créances de la Commission relativement aux ventes de grains à crédit, ainsi que les intérêts afférents.

Prêts et
garantie des
ventes à
crédit

12. (1) Subsection 24(2) of the French version of the Act is replaced by the following:

(2) Dès la livraison terminée, le directeur ou l'exploitant inscrit fidèlement et correctement dans le carnet de livraison qui permet la livraison le poids net en tonnes, après extraction des impuretés, du grain livré, et il parape l'inscription.

(2) Section 24 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

12. (1) Le paragraphe 24(2) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Dès la livraison terminée, le directeur ou l'exploitant inscrit fidèlement et correctement dans le carnet de livraison qui permet la livraison le poids net en tonnes, après extraction des impuretés, du grain livré, et il parape l'inscription.

(2) L'article 24 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Consignation
et inscription
du poids net

Consignation
et inscription
du poids net

Exemption

(3) The Corporation may, by order, exempt deliveries of grain to an elevator from the requirements of any of paragraphs (1)(a), (c) and (e), but only to the extent that the elevator is owned or leased by a producer.

13. The Act is amended by adding the following after section 25:

25.1 Paragraphs 24(1)(c), (d) and (e) and 25(1)(c), (d) and (e) do not apply to deliveries made under a contract under section 39.1.

14. Section 26 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):

(5) Any producer who delivers grain under a permit book shall produce the permit book on demand to any representative of the Corporation.

15. Section 28 of the Act is amended by adding the following after paragraph (h):

(h.1) exempt any elevator from the provisions of this Part, in whole or in part, either generally or for a specified period or otherwise;

(3) La Commission peut, par arrêté, soustraire à l'application des alinéas (1)a), c) et e) la livraison de grains à un silo dans la mesure où ce silo appartient à un producteur ou lui a été loué.

13. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 25, de ce qui suit :

25.1 Les alinéas 24(1)c) à e) et 25(1)c) à e) ne s'appliquent pas aux livraisons effectuées dans le cadre d'un contrat visé à l'article 39.1.

14. L'article 26 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit :

(5) Le producteur qui livre du grain au titre d'un carnet de livraison présente celui-ci sur demande à tout représentant de la Commission.

15. L'article 28 de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa h), de ce qui suit :

h.1) exempter tout silo de l'application de la présente partie, totalement ou partiellement, pour une période déterminée ou indéterminée ou de quelque autre façon;

Exemption

Non-
application

Certain
provisions not
to apply

Requirement

Obligation du
producteur

16. Subsection 29(1) of the Act is replaced by the following:

Inquiries

29. (1) The Governor in Council may empower the Corporation to make inquiries and investigations to ascertain the availability of delivery and transportation facilities, supplies of grain and all matters connected with the interprovincial or export marketing of grain, and for that purpose empower the Corporation and the directors to exercise the powers of commissioners under Part I of the *Inquiries Act*.

16. Le paragraphe 29(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Enquêtes

29. (1) Le gouverneur en conseil peut, d'une part, investir la Commission du pouvoir de mener des enquêtes en vue de déterminer les services de livraison et moyens de transport disponibles, et les approvisionnements de grains, et sur toutes questions relatives à l'organisation du marché interprovincial ou de l'exportation du grain, et, d'autre part, à cette fin, autoriser celle-ci et les administrateurs à exercer les pouvoirs des commissaires nommés aux termes de la partie I de la *Loi sur les enquêtes*.

17. Section 31 of the Act is replaced by the following:

Definition of pool period

31. Subject to section 40, in this Part, "pool period" means any period or periods, not exceeding one year in the aggregate, that the Corporation may order as a pool period in respect of wheat.

17. L'article 31 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Définition de « période de mise en commun »

31. Sous réserve de l'article 40, « période de mise en commun » s'entend, pour l'application de la présente partie, de la ou des périodes, ne dépassant pas une année au total, 20 que la Commission peut fixer par arrêté à titre de période de mise en commun pour le blé en cause.

1995, c. 31, s. 2(1)

18. (1) Paragraphs 32(1)(a) and (b) of the Act are replaced by the following:

(a) buy all wheat produced in the designated area and offered by a producer for sale and delivery to the Corporation at an elevator, in a railway car or at any other place in accordance with this Act and the regulations and orders of the Corporation;

(b) pay to producers selling and delivering wheat produced in the designated area to the Corporation, at the time of delivery or at any time afterwards that may be agreed on, a sum certain per tonne basis in storage at a pooling point to be fixed

(i) initially, at the beginning of the pool period

(A) by regulation of the Governor in Council in respect of wheat of a base grade to be prescribed in the regulations, or

(B) by order of the Corporation, with the approval of the Governor in Council, in respect of each other grade of wheat, and

18. (1) Les alinéas 32(1)a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

1995, ch. 31, par. 2(1)

a) achète tout le blé produit dans la région désignée et que les producteurs offrent de lui vendre et de lui livrer à un silo, à un wagon ou à tout autre endroit conformément à la présente loi, aux règlements et à ses arrêtés;

b) paie à ces producteurs, au moment de la livraison ou à une date ultérieure convenue, en magasin à un point de mise en commun :

(i) d'une part, la somme par tonne fixée initialement au début de la période de mise en commun :

(A) soit par règlement du gouverneur en conseil, pour ce qui est du blé du grade de base déterminé par le règlement,

(B) soit par arrêté, avec l'approbation du gouverneur en conseil, pour ce qui est des autres grades,

(ii) d'autre part, toute autre somme par tonne fixée par arrêté après le début de la période de mise en commun;

(ii) from time to time afterwards, by order of the Corporation;

(2) Paragraphs 32(1)(c) and (d) of the Act are replaced by the following:

(c) if, under paragraph (b), the sum certain payable to producers in respect of wheat of any grade is increased during a pool period, pay to the holder of a certificate that is referred to in paragraph (d) the amount of the increase in respect of each tonne of wheat of that grade produced in the designated area and sold and delivered to the Corporation during the pool period before the day on which the increase becomes effective; and

(d) issue to a producer, who sells and delivers wheat produced in the designated area to the Corporation, a certificate indicating the number of tonnes purchased and delivered and the grade of the wheat, which certificate entitles the holder to share in the equitable distribution of the surplus, if any, arising from the operations of the Corporation with regard to the wheat produced in the designated area sold and delivered to the Corporation during the same pool period.

(3) Subsection 32(3) of the Act is replaced by the following:

(3) The Corporation may, by order, set for any pool period, and pay to each producer, under the conditions set by the Corporation, a sum per tonne on account of storage of wheat on the producer's farm, interest costs and other delivery-related amounts. Payment shall be made from the account maintained by the Corporation for the pool period during which the wheat was delivered.

Storage and other delivery-related payments

19. (1) The portion of subsection 33(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

33. (1) As soon as the Corporation receives payment in full for all wheat sold and delivered to it during a pool period and all credit sales of the wheat in respect of which payment is guaranteed under section 19 have

1991, c. 33, s. 2

Deductions from receipts

(2) Les alinéas 32(1)c) et d) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

c) fait bénéficier les détenteurs du certificat visé à l'alinéa d), à compter du début de la période de mise en commun, de toute augmentation de prix survenue au cours de la période et applicable au grade de blé vendu et livré à la Commission;

d) délivre à chaque producteur qui lui vend et livre du blé produit dans la région désignée un certificat indiquant le nombre de tonnes achetées et livrées et le grade du blé, le certificat donnant à son détenteur le droit de participer à la distribution équitable de l'éventuel excédent résultant des opérations qu'elle fait sur le blé produit dans la région désignée et qui lui est vendu et livré au cours de la même période de mise en commun.

(3) Le paragraphe 32(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(3) La Commission peut, par arrêté, fixer, pour toute période de mise en commun, et verser à tout producteur, aux conditions qu'elle détermine, une somme par tonne correspondant aux frais que celui-ci a engagés pour le stockage du blé dans son exploitation agricole, à ses frais financiers et à toute autre somme connexe liée à la livraison du blé. Le versement est fait sur le compte tenu par la Commission, relativement au blé visé, pour la période de mise en commun où le blé a été livré.

Paiements liés à la livraison

19. (1) Le passage du paragraphe 33(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

33. (1) Dès que, d'une part, elle est payée intégralement pour le blé qui lui a été vendu et livré au cours de la période de mise en commun et, d'autre part, les ventes de blé à crédit auxquelles s'applique la garantie visée

1991, ch. 33, art. 2

Montants à prélever

been concluded, there shall be deducted, from the aggregate of the total amount so received, the principal so guaranteed and any interest that accrues during that pool period in respect of sales of wheat on credit concluded during any pool period, all moneys disbursed by or on behalf of the Corporation

(2) Subparagraph 33(1)(a)(i) of the Act is replaced by the following:

- (i) the remuneration and allowances of 10 the officers, clerks and employees of the Corporation,
- (i.1) the remuneration and expenses of the directors of the Corporation,
- (i.2) the costs of an election of directors 15 of the Corporation in accordance with sections 3.06 to 3.08,

(3) Paragraph 33(1)(a) of the Act is amended by adding the word “and” at the end of subparagraph (ii) and by repealing 20 subparagraph (iii).

(4) Subsections 33(1.1) to (5) of the Act are replaced by the following:

(1.1) In addition to any payment authorized by section 32, the Corporation may fix and 25 pay in respect of any pool period a sum per tonne to each producer who has sold and delivered wheat to the Corporation in a railway car during the pool period.

(2) Subject to sections 33.1 to 33.5, the 30 Corporation shall, after the end of any pool period, distribute the balance remaining in its account in respect of wheat purchased by it during the pool period, after making the deductions from the account provided for in 35 subsection (1) and the payments provided for in subsection (1.1), among holders of certificates issued by the Corporation under this Part during the pool period, by paying on surrender to it of each certificate, unless the Corpora- 40 tion, by order, waives the surrender, to the holder of the certificate, the appropriate sum determined by the Corporation as provided in this Act for each tonne of wheat referred to in the certificate according to grade. 45

à l'article 19 ont été conclues pour cette période, la Commission prélève sur le total des sommes ainsi payées, du principal garanti et de l'intérêt échu dans cette période — y 5 compris celui afférent à une vente à crédit 5 conclue dans une période antérieure — les sommes suivantes au titre des dépenses qu'elle a engagées ou qui l'ont été en son nom :

(2) Le sous-alinéa 33(1)(a)(i) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 10

- (i) la rémunération et les indemnités des membres du personnel,
- (i.1) la rémunération et les indemnités des administrateurs,
- (i.2) les frais afférents aux élections 15 tenues sous le régime des articles 3.06 à 3.08,

(3) Le sous-alinéa 33(1)(a)(iii) de la même loi est abrogé.

(4) Les paragraphes 33(1.1) à (5) de la 20 même loi sont remplacés par ce qui suit :

(1.1) La Commission peut fixer la somme à verser pour une période de mise en commun — par tonne et en sus de tout paiement visé à l'article 32 — à chaque producteur qui 25 lui a vendu et livré du blé à un wagon au cours de cette période et payer cette somme à celui-ci.

(2) Sous réserve des articles 33.1 à 33.5, une 30 fois la période de mise en commun terminée, 30 la Commission procède à la distribution du solde créditeur — une fois faites les déductions visées au paragraphe (1) et effectués les paiements visés au paragraphe (1.1) — du compte relatif au blé qu'elle a acheté au cours 35 de cette période, aux détenteurs des certificats qu'elle a délivrés aux termes de la présente partie au cours de cette période en payant à chacun, sur remise du certificat — sauf si, par arrêté, elle y a renoncé —, la somme appro- 40 priée qu'elle a fixée dans le cadre de la présente loi pour chaque tonne de blé selon le grade.

R.S., c. 38 (4th Supp.), s. 8; 1994, c. 39, s. 1; 1995, c. 31, s. 3

Additional payment

Distribution of balance

L.R., ch. 38 (4^e suppl.), art. 8; 1994, ch. 39, art. 1; 1995, ch. 31, art. 3

Paiement supplémentaire au producteur ayant livré à un wagon

Distribution du solde

Interim payments

(3) Notwithstanding subsection (1), the Corporation may make interim payments on account of the distribution of the balance referred to in subsection (2) if the Corporation is of the opinion that interim payments can be made without loss.

(3) Malgré le paragraphe (1), la Commission peut faire des versements intérimaires à valoir sur la distribution prévue au paragraphe (2) si elle est d'avis que cela peut se faire sans entraîner de perte.

Versements intérimaires

Expenses in relation to international wheat marketing organizations

(4) Expenses incurred by the Corporation with respect to any international organization for the purposes of marketing wheat and the expenses of any director or officer of the Corporation of and incidental to attendance at meetings of that international organization or any of its committees are deemed to be expenses incurred in connection with the operations of the Corporation within the meaning of this section, but nothing in this subsection is to be construed as authorizing the payment by the Corporation of any contributions required to be paid by Canada to or in support of that international organization or any of its committees.

(4) Les dépenses de la Commission relatives aux organismes internationaux de commercialisation du blé et celles qui sont entraînées par la présence de ses administrateurs ou dirigeants aux réunions de ces organismes ou 10 de leurs comités sont réputées constituer des frais afférents aux opérations qu'elle a effectuées sur le blé au sens du présent article; le présent paragraphe n'a toutefois pas pour effet d'autoriser la Commission à verser les contri-15 butions dont le Canada est redevable à ces organismes ou comités, ou qu'il est tenu d'acquitter pour leur soutien.

Dépenses à l'égard d'organismes internationaux de commercialisation du blé

Determination of amounts

(5) The Corporation shall determine and fix the amounts to which holders of certificates are entitled per tonne according to grade under certificates issued under this Part so that each holder of a certificate receives, in respect of wheat sold and delivered to the Corporation during each pool period for the same grade of wheat, the same price basis at a pooling point and so that each price bears a proper price 25 relationship to the price for each other grade.

(5) La Commission fixe les sommes à verser aux détenteurs de certificats, par tonne 20 et selon le grade indiqué dans les certificats délivrés aux termes de la présente partie, de façon que chaque détenteur de certificat 25 reçoive, pour le blé vendu et livré à la Commission au cours de chaque campagne agricole et pour le même grade de blé, le même prix, au point de mise en commun, et que les prix applicables aux différents grades soient proportionnels.

Fixation des sommes

20. The Act is amended by adding the following after section 33:

20. La même loi est modifiée par adjonc-30 tion, après l'article 33, de ce qui suit :

Early payment

33.01 (1) The Corporation may, in accordance with this section, pay to holders of 35 certificates issued by the Corporation under this Part who apply for such a payment, an amount instead of the amount that would be distributed under paragraph 32(1)(c) or section 33.

33.01 (1) La Commission peut, en conformi-35 té avec les autres dispositions du présent article, verser au détenteur d'un certificat délivré sous le régime de la présente partie qui en fait la demande une somme en remplacement de celle qu'elle lui remettrait normale-40 ment en application de l'alinéa 32(1)c) ou de l'article 33.

Versements anticipés

Possible gains

(2) Any gains of the Corporation that may result from the operation of this section may be credited to the contingency fund.

(2) Les bénéfices éventuels qui peuvent 40 résulter de l'application du présent article peuvent être portés au crédit du fonds de réserve.

Bénéfices éventuels

Losses

(3) Any losses of the Corporation that result from making payments under subsection (1) are paid out of the contingency fund established under paragraph 6(1)(c.3).

(3) Les pertes pouvant éventuellement découler des versements effectués par la Commission sous le régime du présent article sont prélevées sur le fonds de réserve établi en vertu de l'alinéa 6(1)c.3.

Pertes
éventuelles

5

21. (1) Paragraph 37(1)(c) of the Act is replaced by the following:

21. (1) L'alinéa 37(1)c) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(c) prescribe the conditions for and the manner of negotiating a certificate issued under this Part.

c) fixer les conditions et les modalités de la négociation des certificats délivrés aux termes de la présente partie.

10

(2) Subsection 37(2) of the Act is repealed.

(2) Le paragraphe 37(2) de la même loi est abrogé.

22. Sections 38 and 39 of the Act are replaced by the following:

22. Les articles 38 et 39 de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

38. The Corporation may adjust its accounts at any time by transferring to the then current pool period all wheat delivered during a preceding pool period and then remaining unsold, and the Corporation shall credit to the accounts for that preceding pool period, and charge against the accounts for the current pool period, an amount that the Corporation considers to be a reasonable price for the wheat so transferred, and all wheat so transferred shall

38. La Commission peut rectifier ses comptes en transférant à la période de mise en commun en cours le blé livré pendant une période antérieure et encore inventuré; le cas échéant, elle fixe le montant à porter au crédit des comptes de la période antérieure et au débit des comptes de la période en cours selon ce qu'elle estime être un prix raisonnable pour ce blé; le blé ainsi transféré est réputé :

Transfert de blé d'une période de mise en commun à une période subséquente

(a) for the purposes of the accounts relating to that preceding pool period, be deemed to have been sold and paid for in full for that amount; and

a) dans les comptes relatifs à la période antérieure, avoir été vendu et totalement payé;

(b) in the accounts relating to the current pool period, be dealt with as though it had been sold and delivered to the Corporation in the current pool period and purchased by the Corporation for that amount, but no further certificates in respect of that wheat shall be issued under paragraph 32(1)(d).

b) dans les comptes de la période en cours, avoir été vendu et livré à la Commission pendant la période de mise en commun en cours et acheté par elle, aucun certificat visé 30 à l'alinéa 32(1)d) ne pouvant toutefois plus être délivré à cet égard.

35

39. (1) If producers of any grain sold and delivered during a pool period have been for six years or more entitled to receive from the Corporation payments in respect of such grain under certificates issued under this Act or out of an equalization fund, or otherwise, and there is an undistributed balance remaining in the accounts of the Corporation in respect of that grain, the Corporation may

39. (1) Dans les cas où des producteurs des grains vendus et livrés au cours d'une période de mise en commun ont eu, pendant au moins six ans, le droit de recevoir de la Commission des paiements à cet égard, notamment au titre de certificats délivrés aux termes de la présente loi ou sur un fonds de péréquation, et qu'il subsiste un solde non distribué aux comptes de la Commission relatifs à ces grains, la Commission peut :

Virement des soldes non distribués

(a) adjust its accounts

45

a) rectifier ses comptes :

Transfer of wheat from one pool period to later pool period

Transfer of undistributed balances

(i) by applying the undistributed balance in payment of the expenses of distribution of the balance mentioned in subsection 33(2) with respect to the same kind of grain in any earlier pool period, and 5
 (ii) by transferring the remainder of the undistributed balance to a separate account; and
 (b) pay to the persons who are entitled to receive payments in respect of that grain the amount to which they are entitled out of the separate account. 10

(i) d'une part, en affectant ce solde au paiement des frais de distribution du solde mentionné au paragraphe 33(2) à l'égard de ce type de grains pour une période antérieure de mise en commun, 5
 (ii) d'autre part, en virant le reste du solde non distribué à un compte distinct;
 b) verser sur ce compte distinct aux personnes ayant droit de recevoir des paiements pour ces grains le montant qui leur revient. 10

How transferred balances to be used

(2) Any balance transferred to the separate account under subparagraph (1)(a)(ii), other than any part of that balance that is required for the payments referred to in paragraph (1)(b), shall be used for any purposes that the Corporation may consider to be for the benefit of producers. 15

(2) Tout solde viré au compte distinct en conformité avec le sous-alinéa (1)a(ii), à l'exclusion de la partie nécessaire aux paiements mentionnés à l'alinéa (1)b), doit servir aux fins que la Commission estime être à l'avantage des producteurs. 15

Usage des soldes virés

Cash Purchases of Wheat

Achat de blé au comptant

Powers of the Corporation

39.1 Notwithstanding sections 32 to 39, the Corporation may enter into a contract with a producer or any other person or entity for the purchase and delivery of wheat or wheat products at a price other than the sum certain per tonne for wheat as set out in section 32 and on any terms and conditions that the Corporation considers appropriate. 20 25

39.1 Par dérogation aux articles 32 à 39, la Commission peut conclure avec un producteur ou toute autre personne ou tout groupe de personnes un contrat pour l'achat et la livraison de blé ou de produits du blé aux conditions qu'elle juge indiquées et à un prix global autre que celui fixé en conformité avec l'article 32. 20 25

Pouvoirs de la Commission

23. The heading of Part IV of the French version of the Act is replaced by the following: 30

23. Le titre de la partie IV de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit : 25 30

RÉGLEMENTATION DU COMMERCE INTERPROVINCIAL ET DE L'EXPORTATION DU BLÉ

RÉGLEMENTATION DU COMMERCE INTERPROVINCIAL ET DE L'EXPORTATION DU BLÉ

24. Section 45 of the Act is renumbered as subsection 45(1) and is amended by adding the following:

24. L'article 45 de la même loi devient le paragraphe 45(1) et est modifié par adjonction de ce qui suit :

Exclusion

(2) On the recommendation of the Minister, the Governor in Council may, by regulation, exclude any kind, type, class or grade of wheat, or wheat produced in any area in Canada, from the provisions of this Part, either in whole or in part, or generally, or for any period. 35 40

(2) Sur la recommandation du ministre, le gouverneur en conseil peut, par règlement, soustraire tout type, toute catégorie ou tout grade de blé, ou le blé produit dans telle région du Canada, à l'application de la présente partie, totalement ou partiellement, de façon générale ou pour une période déterminée. 30 35 40

Exclusion

Recommen-
dation of the
Minister

Significant
kind, type,
class or grade

(3) The Minister shall not make the recom-
mendation referred to in subsection (2) unless
(a) the exclusion is recommended by the
board; and
(b) a procedure approved by the Canadian 5
Grain Commission as acceptable for pre-
serving the identity of excluded grain, so as
to prevent co-mingling with other grain, is
in place.

(4) If, in the opinion of the board, the kind, 10
type, class or grade of wheat is significant, the
Minister shall not make a recommendation
referred to in paragraph (3)(a) unless a vote in
favour of exclusion by producers has been
held in a manner determined by the Minister 15
after consultation with the board.

**25. (1) Paragraph 46(b) of the Act is
repealed.**

**(2) Section 46 of the Act is amended by
adding the following after paragraph (c):** 20

- (c.1) granting permission to transport wheat
or barley that is not described by a grade
name or by reference to a sample taken
under the *Canada Grain Act*, or any wheat
products or barley products, under any 25
circumstances or conditions that may be
prescribed by regulation;
- (c.2) granting permission to transport, sell
or buy, in Canada, feed grain, as that
expression is defined in the regulations, or 30
wheat products or barley products for
consumption by livestock or poultry, under
any circumstances or conditions that may
be prescribed by regulation;

**26. The Act is amended by adding the 35
following after section 47:**

(3) Le ministre ne fait la recommandation
prévue au paragraphe (2) que lorsque les
conditions suivantes sont réunies :
a) la mesure est recommandée par le
conseil; 5
b) un procédé de caractérisation du grain en
cause visant à éviter que celui-ci ne soit
confondu avec d'autres grains a été mis en
place, après avoir été approuvé par la
Commission canadienne des grains. 10

(4) Lorsque, de l'avis du conseil, il s'agit
d'un type, d'une catégorie ou d'un grade
d'importance, la recommandation prévue à
l'alinéa (3)a n'est faite qu'à la suite d'un vote
à cet effet des producteurs. Le vote est tenu 15
suivant les modalités fixées par le ministre
après consultation du conseil.

**25. (1) L'alinéa 46b) de la même loi est
abrogé.**

**(2) L'article 46 de la même loi est modifié 20
par adjonction, après l'alinéa c), de ce qui
suit :**

- c.1) autoriser le transport de blé ou d'orge
non désigné par un nom de grade ou en
fonction d'un échantillon prélevé en 25
conformité avec la *Loi sur les grains du
Canada*, de produits du blé ou de produits
de l'orge, dans les circonstances ou les
conditions spécifiées;
- c.2) autoriser le transport, la vente ou 30
l'achat, au Canada, de grains de proven-
de — au sens des règlements —, de pro-
duits du blé ou de produits de l'orge pour
l'alimentation du bétail ou de la volaille,
dans les circonstances ou les conditions 35
spécifiées;

**26. La même loi est modifiée par adjonc-
tion, après l'article 47, de ce qui suit :**

Recommen-
dation du
ministre

Type,
catégorie ou
grade
d'importance

	PART V.1 OTHER GRAINS <i>Extension of Parts III and IV</i>	PARTIE V.1 AUTRES GRAINS <i>Extension du champ d'application des parties III et IV</i>	
Extension of Parts III and IV to other grains	47.1 (1) The Governor in Council may, by regulation, extend the application of Part III or IV, or both, to any other grain.	47.1 (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, étendre l'application des parties III et IV, ou de l'une d'elles, à un autre grain.	Application à d'autres grains
Limitation	(2) A regulation may not be made under this section unless <i>(a)</i> a written request is sent to the Minister by a producer association that represents the producers of the grain throughout the designated area; <i>(b)</i> the extension is recommended by the board; and <i>(c)</i> a vote in favour of the extension by producers of the grain has been held in a manner determined by the Minister after consultation with the board.	(2) Le gouverneur en conseil ne peut prendre un règlement en vertu du présent article que si les conditions suivantes sont réunies : <i>a)</i> une demande écrite à cet effet a été présentée au ministre par une association représentant l'ensemble des producteurs du grain en cause pour la région désignée; <i>b)</i> l'extension est recommandée par le conseil; <i>c)</i> les producteurs de ce grain ont voté — suivant les modalités fixées par le ministre après consultation du conseil — en faveur de l'extension.	Restriction
Modifications	(3) When the Governor in Council has extended the application of any Part under subsection (1), the provisions of that Part are deemed to be re-enacted in this Part, subject to the following: <i>(a)</i> the name of the grain included in the regulation is substituted for the word "wheat"; <i>(b)</i> an expression that consists of the name of the grain plus the word "products", is substituted for the expression "wheat products"; and <i>(c)</i> subsection 40(2) is not applicable.	(3) En cas d'application du paragraphe (1), les dispositions de la partie en cause sont réputées édictées de nouveau dans la présente partie, sous réserve de ce qui suit : <i>a)</i> la désignation du grain en question est substituée au terme « blé »; <i>b)</i> les termes visant les produits du grain en question sont substitués au terme « produits du blé »; <i>c)</i> le paragraphe 40(2) ne s'applique pas.	Réserves
When extension to come into force	(4) An extension of the application of Part III shall come into force only at the beginning of a crop year.	(4) L'extension du champ d'application de la partie III ne peut prendre effet qu'au début d'une campagne agricole.	Prise d'effet
Definition of "product"	(5) For the purposes of this section, "product", in relation to any grain referred to in subsection (1), means any substance produced by processing or manufacturing that grain, alone or together with any other material or substance, designated by the Governor in Council by regulation as a product of that grain for the purposes of this Part.	(5) Pour l'application du présent article, « produits du grain en question » s'entend de la substance obtenue par la transformation ou la préparation industrielle du grain en cause, seul ou mélangé à d'autres substances, et que le gouverneur en conseil désigne, par règlement, comme produit de ce grain pour l'application de la présente partie.	Définition de « produits du grain en question »
	27. The Act is amended by adding the following after section 61:	27. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 61, de ce qui suit :	40

	<i>Implementation of the North American Free Trade Agreement</i>	<i>Mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain</i>	
Giving effect to the Agreement	61.1 (1) In exercising its powers and performing its duties, the Corporation shall give effect to the provisions of the Agreement that pertain to the Corporation.	61.1 (1) La Commission est tenue, dans l'exercice de ses attributions, d'appliquer les dispositions de l'Accord qui la concernent.	Principe
Regulations	(2) The Governor in Council may, on the recommendation of the Treasury Board and the Minister made at the request of the Corporation, make any regulations in relation to the Corporation that the Governor in Council considers necessary for the purpose of implementing any provision of the Agreement that pertains to the Corporation.	(2) Le gouverneur en conseil peut, sur recommandation du Conseil du Trésor et du ministre faite à la demande de la Commission, prendre au sujet de celle-ci les règlements qu'il estime nécessaires à la mise en oeuvre des dispositions de l'Accord qui la concernent.	Règlements
Definition of "Agreement"	(3) In subsections (1) and (2), "Agreement" has the same meaning as in subsection 2(1) of the <i>North American Free Trade Agreement Implementation Act</i> .	(3) Pour l'application des paragraphes (1) et (2), « Accord » s'entend au sens du paragraphe 2(1) de la <i>Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain</i> .	Définition de « Accord »
	28. The Act is amended by replacing the expression "member of the Board" with the word "director", with any modifications that the circumstances require, in the following provisions:	28. Dans les passages ci-après de la même loi, « commissaire » est remplacé par « administrateur », avec les adaptations nécessaires :	
	(a) subsection 10(1);	a) le paragraphe 10(1);	
	(b) subsection 11(1); and	b) le paragraphe 11(1);	20
	(c) section 70.	c) l'article 70.	
	29. The English version of the Act is amended by replacing the word "Board" with the word "Corporation", except in references to the "Canadian Wheat Board".	29. Dans la version anglaise de la même loi, « Board », sauf lorsqu'il figure dans « Canadian Wheat Board », est remplacé par « Corporation ».	25
	30. The French version of the Act is amended by replacing the word "ordonnance" with the word "arrêté", with any modifications that the circumstances require, in the following provisions:	30. Dans les passages ci-après de la version française de la même loi, « ordonnance » est remplacé par « arrêté », avec les adaptations nécessaires :	
	(a) subsections 20(1) and (2);	a) les paragraphes 20(1) et (2);	30
	(b) subsection 27(2);	b) le paragraphe 27(2);	
	(c) the portion of section 28 before paragraph (a);	c) le passage de l'article 28 précédant l'alinéa a);	
	(d) subsection 66(1); and	d) le paragraphe 66(1);	
	(e) section 70.	e) l'article 70.	35

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

1997, c. 20

*Agricultural Marketing Programs Act**Loi sur les programmes de commercialisation agricole*

1997, ch. 20

31. The definition “Board” in subsection 2(1) of the *Agricultural Marketing Programs Act* is replaced by the following:

31. La définition de « Commission », au paragraphe 2(1) de la *Loi sur les programmes de commercialisation agricole*, est remplacée par ce qui suit :

“Board”
« Commis-
sion »

“Board” means the Canadian Wheat Board continued by section 3 of the *Canadian Wheat Board Act*.

5 « Commission » La Commission canadienne du blé prorogée par l’article 3 de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*.

5 « Commis-
sion »
“Board”

R.S., c. F-11

*Financial Administration Act**Loi sur la gestion des finances publiques*

L.R., ch. F-11

1993, c. 1,
s. 9

32. Subsection 85(1) of the *Financial Administration Act* is replaced by the following:

32. Le paragraphe 85(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques* est remplacé par ce qui suit :

1993, ch. 1,
art. 9

Exempted
Crown
corporations

85. (1) Divisions I to IV do not apply to the Bank of Canada, the Canada Council, the Canadian Broadcasting Corporation, the Canadian Film Development Corporation, the International Development Research Centre or the National Arts Centre Corporation.

10 **85. (1)** Les sections I à IV ne s’appliquent pas à la Banque du Canada, au Centre de recherches pour le développement international, au Conseil des Arts du Canada, à la Corporation du Centre national des Arts, à la Société de développement de l’industrie cinématographique canadienne ni à la Société Radio-Canada.

10
Exemption

R.S., c. G-10

*Canada Grain Act**Loi sur les grains du Canada*L.R., ch.
G-10

33. (1) Paragraph 118(g) of the French version of the *Canada Grain Act* is replaced by the following:

33. (1) L’alinéa 118g) de la version française de la *Loi sur les grains du Canada* est remplacé par ce qui suit :

g) sous réserve des arrêtés pris en application de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, pourvoir à l’acceptation des livraisons de grain dans l’intérêt des producteurs;

g) sous réserve des arrêtés pris en application de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, pourvoir à l’acceptation des livraisons de grain dans l’intérêt des producteurs;

(2) Section 118 of the Act is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (g) and by adding the following after paragraph (g):

(2) L’article 118 de la même loi est modifié par adjonction, après l’alinéa g), de ce qui suit :

(g.1) approving a procedure as acceptable for preserving the identity of excluded grain, so as to prevent co-mingling with other grain, for the purposes of paragraph 45(3)(b) of the *Canadian Wheat Board Act*; and

g.1) approuver, pour l’application de l’alinéa 45(3)b) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, tout procédé de caractérisation du grain visant à éviter que celui-ci ne soit confondu avec d’autres grains et qu’elle juge acceptable;

35

TRANSITIONAL PROVISIONS

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Termination of Commissioner appointments

34. On the date referred to in section 3.08 of the *Canadian Wheat Board Act*, as enacted by section 3 of this Act, appointments of commissioners made under section 3 of that Act, as it read before the coming into force of section 3 of this Act, are terminated.

34. Le mandat des commissaires nommés sous le régime de l'article 3 de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur de l'article 3 de la présente loi, prend fin à la date mentionnée à l'article 3.08 de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, édicté par l'article 3 de la présente loi.

Mandat des commissaires

Administration of election of first directors

35. For greater certainty, the Canadian Wheat Board shall, subject to the regulations, take any measures that the Minister responsible for the Canadian Wheat Board may determine for the proper conduct and supervision of the election of the first directors referred to in subsection 3.02(1) of the *Canadian Wheat Board Act*, as enacted by section 3 of this Act, including

35. Il est entendu que la Commission canadienne du blé prend, sous réserve des règlements, les mesures administratives que juge indiquées le ministre responsable de la Commission relativement à l'organisation de l'élection des premiers administrateurs mentionnés au paragraphe 3.02(1) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, édicté par l'article 3 de la présente loi, et à la surveillance du déroulement de cette élection, notamment :

Élection des premiers administrateurs

- (a) employing the persons necessary to conduct or manage the election and the payment of any fees, costs, allowances and expenses of any person so employed that the Minister may determine; and
- (b) paying the costs of the election incurred by or on behalf of that Board, including the costs incurred in the preparation, printing and distribution of material providing information on candidates.

- a) l'embauchage du personnel administratif nécessaire à la tenue de l'élection et le versement de la rémunération et des indemnités que fixe le ministre;
- b) le paiement des frais afférents à la tenue de l'élection qu'elle a engagés ou qui l'ont été en son nom, y compris les frais qu'elle a autorisés quant à la préparation, l'impression et la diffusion de la documentation électorale destinée à faire connaître les candidats.

COMING INTO FORCE

ENTRÉE EN VIGUEUR

Coming into force

36. (1) Subject to this section, this Act or any of its provisions, or any provision of an Act enacted by this Act, comes into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

36. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, la présente loi ou telle de ses dispositions ou des dispositions édictées par elle entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

Règle générale

Regulations for election

(2) Subsection 3.02(1) and section 3.06 of the *Canadian Wheat Board Act*, as enacted by section 3 of this Act, come into force on the day on which this Act is assented to.

(2) Le paragraphe 3.02(1) et l'article 3.06 de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, édictés par l'article 3 de la présente loi, entrent en vigueur à la date de la sanction de la présente loi.

Règlements relatifs aux élections

Status of the Corporation

(3) Subsections 3.03(1) and 3.1(1) of the *Canadian Wheat Board Act*, as enacted by section 3 of this Act, section 4 of this Act, paragraphs 6(1)(c) and (c.01) of the *Canadian Wheat Board Act*, as enacted by subsec-

(3) Les paragraphes 3.03(1) et 3.1(1) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, édictés par l'article 3 de la présente loi, l'article 4 de la présente loi, les alinéas 6(1)c) et c.01) de la *Loi sur la Commission*

Statut de la Commission

tion 6(2) of this Act, and sections 11, 27 and 32 of this Act come into force on the date referred to in section 3.08 of the *Canadian Wheat Board Act*, as enacted by section 3 of this Act.

(4) The date fixed in accordance with subsection (1) for the coming into force of the following provisions shall not be earlier than the date referred to in subsection 6(3) of the *Canadian Wheat Board Act*, as enacted by subsection 6(3) of this Act:

(a) section 7 of this Act;

(b) paragraph 32(1)(b) of the *Canadian Wheat Board Act*, as enacted by subsection 18(1) of this Act;

(c) subsections 33(1.1), (3), (4) and (5) of the *Canadian Wheat Board Act*, as enacted by subsection 19(4) of this Act; and

(d) sections 38 and 39 of the *Canadian Wheat Board Act*, as enacted by section 22 of this Act.

(5) The date fixed in accordance with subsection (1) for the coming into force of section 9 of this Act shall not be earlier than December 31, 1998, and its fixing is subject to the recommendation of the Minister responsible for the Canadian Wheat Board.

(6) The date fixed in accordance with subsection (1) for the coming into force of subparagraph 33(1)(a)(i) of the *Canadian Wheat Board Act*, as enacted by subsection 19(2) of this Act, shall not be earlier than the date of the coming into force of section 3 of this Act and of section 9 of this Act.

(7) Subparagraphs 33(1)(a)(i.1) and (i.2) of the *Canadian Wheat Board Act*, as enacted by subsection 19(2) of this Act, and sections 28 and 29 of this Act, come into force on the coming into force of section 3 of this Act.

canadienne du blé, édictés par le paragraphe 6(2) de la présente loi, ainsi que les articles 11, 27 et 32 de la présente loi entrent en vigueur à la date mentionnée à l'article 3.08 de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, édicté par l'article 3 de la présente loi.

(4) Dans le cas des dispositions ci-après, la date fixée en vertu du paragraphe (1) ne peut être antérieure à la date mentionnée au paragraphe 6(3) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, édicté par le paragraphe 6(3) de la présente loi :

a) l'article 7 de la présente loi;

b) l'alinéa 32(1)b) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, édicté par le paragraphe 18(1) de la présente loi;

c) les paragraphes 33(1.1), (3), (4) et (5) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, édictés par le paragraphe 19(4) de la présente loi;

d) les articles 38 et 39 de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, édictés par l'article 22 de la présente loi.

(5) La date d'entrée en vigueur de l'article 9 de la présente loi ne peut être antérieure au 31 décembre 1998 et sa fixation au titre du paragraphe (1) est subordonnée à la recommandation du ministre responsable de la Commission canadienne du blé.

(6) La date d'entrée en vigueur du sous-alinéa 33(1)a)(i) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, édicté par le paragraphe 19(2) de la présente loi, ne peut être antérieure à celle de l'article 3 de la présente loi ni à celle de l'article 9 de la présente loi.

(7) Les sous-alinéas 33(1)a)(i.1) et (i.2) de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, édictés par le paragraphe 19(2) de la présente loi, ainsi que les articles 28 et 29 de la présente loi, entrent en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'article 3 de la présente loi.

Sufficiency of contingency fund

Suffisance du fonds de réserve

Abolition of Advisory Committee

Suppression du comité consultatif

Remuneration

Rémunération

New governance

Nouvelle organisation

Cost of
election of
Advisory
Committee

(8) Subsection 19(3) of this Act comes into force on the coming into force of section 9 of this Act.

(8) Le paragraphe 19(3) de la présente loi entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'article 9 de la présente loi.

Frais
afférents à
l'élection des
membres du
comité
consultatif

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Public Works and Government Services Canada — Publishing,
Ottawa, Canada K1A 0S9

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

En vente:
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition,
Ottawa, Canada K1A 0S9

EXPLANATORY NOTES

Canadian Wheat Board Act

Clause 1: (1) The definition “Board” in subsection 2(1) reads as follows:

“Board” means The Canadian Wheat Board established by section 3;

(2) The definition “order” in subsection 2(1) reads as follows:

“order” means any order of the Board made under this Act and includes “instructions to the trade” issued by the Board;

(3) The definition “designated area” in subsection 2(1) reads as follows:

“designated area” means that area comprised by the Provinces of Manitoba, Saskatchewan and Alberta, and those parts of the Province of British Columbia known as the Peace River District and the Creston-Wyndel Areas, and such other areas as the Board may designate under subsection (3);

(4) The definition “Board” in subsection 2(1) reads as follows:

“Board” means The Canadian Wheat Board established by section 3;

(5) New.

(6) New.

(7) New.

(8) Subsection 2(3) reads as follows:

(3) The Board may, by order, designate parts of the Province of British Columbia, other than the Peace River District and the Creston-Wyndel Areas, and parts of the Province of Ontario lying in the Western Division that are included in the designated area for the purposes of this Act.

Clause 2: New.

Clause 3: Sections 3.01 to 3.13 are new. Section 3 and the heading before it read as follows:

Constitution of the Board

3. (1) There is hereby established a board called The Canadian Wheat Board, which shall consist of not fewer than three or more than five commissioners appointed by the Governor in Council.

(2) One of the commissioners shall be appointed Chief Commissioner and another Assistant Chief Commissioner, and at sessions of the Board the Chief Commissioner, and in the Chief Commissioner’s absence the Assistant Chief Commissioner, shall preside.

(3) Each commissioner holds office during good behaviour but may be removed for cause at any time by the Governor in Council, but no commissioner shall hold office after attaining the age of seventy years.

NOTES EXPLICATIVES

Loi sur la Commission canadienne du blé

Article 1, (1). — Texte de la définition de « Commission » au paragraphe 2(1) :

« Commission » La Commission canadienne du blé constituée par l’article 3.

(2). — Texte de la définition de « ordonnance » au paragraphe 2(1) :

« ordonnance » Toute ordonnance prise par la Commission sous le régime de la présente loi, y compris les « instructions aux commerçants » qu’elle publie.

(3). — Texte de la définition de « région désignée » au paragraphe 2(1) :

« région désignée » La région formée des provinces du Manitoba, de la Saskatchewan et d’Alberta, des parties de la province de la Colombie-Britannique connues sous les noms de district de Peace River et de régions Creston-Wyndel, ainsi que des régions éventuellement incluses dans cette région en application du paragraphe (3).

(4). — Texte de la définition de « Commission » au paragraphe 2(1) :

« Commission » La Commission canadienne du blé constituée par l’article 3.

(5). — Nouveau.

(6). — Nouveau.

(7). — Nouveau.

(8). — Texte du paragraphe 2(3) :

(3) La Commission peut, par ordonnance, inclure dans la région désignée des parties de la province de la Colombie-Britannique — à l’exception du district de Peace River et des régions Creston-Wyndel — et des parties de la province d’Ontario comprises dans la région de l’Ouest.

Article 2. — Nouveau.

Article 3. — Les articles 3.01 à 3.13 sont nouveaux. Texte de l’article 3 et de l’intertitre le précédant :

Constitution

3. (1) Est constituée la Commission canadienne du blé, composée de trois à cinq commissaires nommés par le gouverneur en conseil.

(2) L’un des commissaires est nommé président et un autre vice-président. Les réunions de la Commission sont présidées par le président ou, en son absence, par le vice-président.

(3) Les commissaires occupent leur poste à titre inamovible, mais peuvent faire l’objet d’une révocation motivée de la part du gouverneur en conseil; la limite d’âge pour le maintien à la Commission est de soixante-dix ans.

(4) The salaries of the commissioners shall be fixed by the Governor in Council.

(5) Two commissioners constitute a quorum.

(6) The headquarters of the Board shall be at the city of Winnipeg in the Province of Manitoba.

Clause 4: Subsections 4(2) and (3) read as follows:

(2) The Board is, for all purposes, an agent of Her Majesty in right of Canada, and it may exercise its powers under this Act only as an agent of Her Majesty in right of Canada.

(3) Actions, suits or other legal proceedings in respect of any right or obligation acquired or incurred by the Board on behalf of Her Majesty, whether in its name or in the name of Her Majesty, may be brought or taken by or against the Board, in the name of the Board, in any court that would have jurisdiction if the Board were not an agent of Her Majesty.

Clause 5: The heading before section 5 reads as follows:

Object and Powers

Clause 6: (1) and (2) Paragraphs 6(1)(c.01) and (c.2) to (c.4) are new. The relevant portion of section 6 reads as follows:

6. The Board possesses the following powers:

...

(c) subject to the approval of the Minister of Finance, to enter into commercial banking arrangements and to borrow money by any means, including the issuing, reissuing, selling and pledging of bonds, debentures, notes and other evidences of indebtedness of the Board;

(c.1) subject to the approval of the Minister of Finance, to invest moneys of the Board in bonds, debentures, notes or other evidences of indebtedness of or guaranteed by

(i) the Government of Canada or of any province of Canada,

(ii) the government of a foreign country or of any province or state thereof, or

(iii) a financial institution whether in or outside Canada;

(3) New.

Clause 7: Subsections 7(2) and (3) read as follows:

(2) Profits realized by the Board from its operations in wheat under this Act during any crop year, other than from its operations under Part III, with respect to the disposition of which no provision is made elsewhere in this Act, shall be paid to the Receiver General for the Consolidated Revenue Fund.

(4) Les traitements des commissaires sont fixés par le gouverneur en conseil.

(5) Deux commissaires constituent le quorum.

(6) La Commission a son siège à Winnipeg (Manitoba).

Article 4. — Texte des paragraphes 4(2) et (3) :

(2) La Commission est, dans le cadre de ses attributions, mandataire de Sa Majesté du chef du Canada et ne peut exercer ses pouvoirs qu'à ce titre.

(3) À l'égard des droits et obligations qu'elle assume pour le compte de Sa Majesté sous le nom de celle-ci ou le sien, la Commission peut ester en justice sous son propre nom devant les tribunaux qui seraient compétents si elle n'était pas mandataire de Sa Majesté.

Article 5. — Texte de l'intertitre précédant l'article 5 :

Mission et pouvoirs

Article 6, (1) et (2). — Les alinéas 6(1)c.01) et c.2) à c.4) sont nouveaux. Texte des passages introductif et visés de l'article 6 :

6. La Commission a les pouvoirs suivants :

[...]

c) sous réserve de l'approbation du ministre des Finances, faire des opérations commerciales auprès des banques et emprunter des fonds, notamment par émission, réémission, vente et mise en gage de ses propres obligations, débetures, billets ou autres titres de créance;

c.1) sous la même réserve, acquérir des obligations, débetures, billets ou autres titres de créance émis ou garantis par le gouvernement du Canada ou d'une province, par un gouvernement étranger ou par un établissement financier — canadien ou non;

(3). — Nouveau.

Article 7. — Texte des paragraphes 7(2) et (3) :

(2) Les bénéfices réalisés par la Commission au titre de ses opérations sur le blé au cours d'une campagne agricole, exception faite de ceux qui résultent des opérations visées à la partie III, sont, sauf affectation particulière prévue par la présente loi, remis au receveur général pour versement au Trésor.

(3) Losses sustained by the Board

(a) from its operations under Part III in relation to any pool period fixed thereunder, during that pool period, or

(b) from its other operations under this Act during any crop year,

for which no provision is made in any other Part, shall be paid out of moneys provided by Parliament.

Clause 8: Subsection 8(1) reads as follows:

8. (1) The Board shall, at the time of realization, use every profit realized by it on the sale of bonds, debentures, notes or other evidences of indebtedness acquired by it under paragraph 6(c.1) in payment of expenses incurred by the Board in its operations.

Clause 9: The heading before section 12 and sections 12 to 17 read as follows:

Advisory Committee

12. (1) There is hereby established for the purpose of assisting the Board an Advisory Committee consisting of eleven members having the qualifications prescribed by any regulations made pursuant to section 17.

(2) The members of the Advisory Committee shall be elected, in accordance with section 17 and any regulations made pursuant thereto, by actual producers having the qualifications prescribed by those regulations.

13. (1) The members of the Advisory Committee hold office for a term of four years commencing on January 1 in the year next following the year in which an election of members of the Advisory Committee is held.

(2) Notwithstanding subsection (1), the members of the Advisory Committee hold office until their successors are declared elected pursuant to subsection 17(6).

(3) When a member of the Advisory Committee ceases to be a member before the end of the term for which he was elected, whether by reason of ceasing to have the qualifications prescribed by any regulations made pursuant to section 17 or otherwise, the Minister may appoint a person to be a member for the remainder of that term.

14. (1) The members of the Advisory Committee may elect from their number a chairman and vice-chairman.

(2) A person elected to an office under subsection (1) holds that office for a term of one year and ceases to hold that office if the person ceases to be a member of the Advisory Committee.

(3) The chairman of the Advisory Committee or, in the event of the absence or incapacity of the chairman or if the office of chairman is vacant, the vice-chairman shall preside at all meetings of the Advisory Committee.

(3) Sont imputées aux crédits affectés par le Parlement, sauf disposition contraire d'une autre partie, les pertes subies par la Commission :

a) dans le cas des opérations visées à la partie III et se rapportant à une période de mise en commun fixée aux termes de cette partie, au cours de la période de mise en commun en question;

b) dans le cas des autres opérations prévues par la présente loi, au cours d'une campagne agricole.

Article 8. — Texte du paragraphe 8(1) :

8. (1) Les bénéfices réalisés par la Commission sur la vente des titres de créance visés à l'alinéa 6c.1) sont affectés aussitôt au paiement des dépenses engagées dans l'exercice de ses activités.

Article 9. — Texte de l'intertitre précédant l'article 12 et des articles 12 à 17 :

Comité consultatif

12. (1) Est constitué un comité consultatif chargé de prêter son concours à la Commission; il est formé de onze membres qui doivent remplir les conditions d'éligibilité prévues par les règlements d'application de l'article 17.

(2) Les membres du comité consultatif sont élus conformément à l'article 17 et à ses règlements d'application par les producteurs-exploitants habilités à voter aux termes de ces règlements.

13. (1) Le mandat des membres du comité consultatif est de quatre ans et commence le 1^{er} janvier suivant la date de leur élection.

(2) Par dérogation au paragraphe (1), les membres du comité consultatif restent en poste jusqu'à ce que leurs successeurs soient déclarés élus conformément au paragraphe 17(6).

(3) Le ministre peut nommer un successeur pour le reste du mandat d'un membre du comité consultatif qui quitte son poste pour un motif quelconque, entre autres, parce qu'il ne remplit plus les conditions d'éligibilité prévues par les règlements d'application de l'article 17.

14. (1) Le comité consultatif élit en son sein un président et un vice-président.

(2) Les président et vice-président sont élus pour un mandat d'un an, mais ils doivent cesser d'occuper leur poste en cessant d'être membres du comité consultatif.

(3) Le président ou, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci ou de vacance de son poste, le vice-président préside les réunions du comité consultatif.

15. (1) The Board shall pay to each member of the Advisory Committee

- (a) such allowance as the Governor in Council may fix for each day the member attends a meeting of the Committee;
- (b) such allowance as the Governor in Council may fix in respect of the period spent by the member in travelling to and returning from a meeting of the Committee, the allowance not to be paid in respect of more than one day for any one meeting;
- (c) the necessary travel and living expenses incurred by the member while travelling to, attending and returning from a meeting of the Committee; and
- (d) any other expenses, not exceeding such amount as the Governor in Council may fix, incurred by the member in the discharge of the member's duties.

(2) The Board may pay to each member of the Advisory Committee

- (a) such allowance as the Governor in Council may fix for each day the member attends a meeting of a subcommittee of the Committee; and
- (b) the necessary living expenses incurred by the member while attending a meeting of a subcommittee of the Committee.

16. (1) The Board shall call at least six meetings of the Advisory Committee each year to be held at such time and place as the Board may determine.

(2) The Minister may call meetings of the Advisory Committee to be held at such time and place as the Minister may determine.

(3) The Advisory Committee, as soon as convenient after every meeting, shall report the proceedings of the meeting to the Minister and to the Board.

17. (1) The Board shall hold an election of members of the Advisory Committee in accordance with this section and any regulations thereunder in the year 1978 and every fourth year thereafter.

(2) Voting in an election of members of the Advisory Committee shall be by ballot.

(3) The Governor in Council may make regulations respecting the conduct of an election of members of the Advisory Committee and in particular, but without limiting the generality of the foregoing, may make regulations

- (a) prescribing the time, within the year the election is to be held, when the list of actual producers qualified to vote in the election is to be prepared and revised, the nominations are to be made and the poll is to be taken;
- (b) establishing the boundaries and names of eleven electoral districts within the designated area;
- (c) prescribing the qualifications of members of the Advisory Committee and of actual producers for the purposes of section 12;
- (d) providing for the preparation and revision of lists of actual producers qualified to vote in the election;
- (e) governing the making and withdrawing of nominations;
- (f) respecting the amount, filing and forfeiture of deposits;
- (g) respecting acclamations;
- (h) prescribing the form of ballots; and
- (i) respecting the casting, counting, recounting, disqualification and reporting of votes and the making of returns.

15. (1) La Commission verse aux membres du comité consultatif :

- a) l'indemnité journalière fixée par le gouverneur en conseil pour l'assistance aux réunions du comité;
- b) l'indemnité maximale — fixée par le gouverneur en conseil — d'un jour de déplacement par réunion du comité;
- c) les frais normaux de déplacement et de séjour engagés pour l'assistance à ces réunions;
- d) tous autres frais, à concurrence du montant fixé par le gouverneur en conseil, engagés pour l'exercice de leurs fonctions.

(2) La Commission peut verser, aux membres du comité consultatif, l'indemnité journalière fixée par le gouverneur en conseil pour l'assistance aux réunions d'un sous-comité du comité et les frais normaux de séjour engagés pour l'assistance à ces réunions.

16. (1) La Commission convoque au moins six réunions du comité consultatif par an et en fixe les dates, heures et lieux.

(2) Le ministre peut aussi convoquer des réunions du comité consultatif et en fixer les dates, heures et lieux.

(3) Le comité consultatif remet au ministre et à la Commission, dans les meilleurs délais, les procès-verbaux de ses réunions.

17. (1) Tous les quatre ans, à compter de 1978, la Commission organise, conformément au présent article et à ses règlements d'application, l'élection des membres du comité consultatif.

(2) L'élection des membres du comité consultatif se fait par voie de scrutin.

(3) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, prévoir l'organisation de l'élection des membres du comité consultatif, notamment :

- a) les dates — tombant nécessairement au cours de l'année où doivent se tenir les élections — de constitution et de révision de la liste des producteurs-exploitants habiles à voter, de présentation des candidatures et de tenue du scrutin;
- b) la délimitation et la dénomination des onze circonscriptions électorales de la région désignée;
- c) les conditions d'éligibilité et d'exercice du droit de vote;
- d) la constitution et la révision des listes des producteurs-exploitants habiles à voter;
- e) les conditions de présentation et de retrait des candidatures;
- f) le montant des cautionnements à verser, et leurs modalités de dépôt ou de perte;
- g) les cas d'élections par acclamation;
- h) la forme des bulletins de vote;
- i) les opérations de vote, le comptage et le recomptage des suffrages exprimés, l'annulation des bulletins, le dépouillement des votes et le rapport du scrutin.

(4) It is the duty of the Board to exercise direction and supervision over the administrative conduct of an election of members of the Advisory Committee and, for the purpose of fulfilling that duty, the Board may

- (a) employ any person in the conduct or management of the election and pay that person such fees, costs, allowances and expenses as the Board may fix by tariff, contract or otherwise;
- (b) pay the costs of the election incurred by or on behalf of the Board, including such costs incurred in the preparation, printing and distribution of material describing individual candidates in the election as the Board may authorize; and
- (c) provide each person who is qualified as a candidate in the election with a list of the names and mailing addresses of the actual producers qualified to vote in the electoral district for which that candidate is nominated.

(5) Where in accordance with paragraph (4)(c) the Board provides a candidate with a list of actual producers qualified to vote in the election, the candidate shall not use the list for any purpose other than that of conducting the candidate's election campaign and shall, as soon as possible after completion of the campaign, return the list and all copies thereof to the Board.

(6) On completion of the counting of all votes cast in an election of members of the Advisory Committee, the Board shall declare elected as members of the Advisory Committee the candidate in each of the eleven electoral districts who has obtained the largest number of votes cast in the electoral district for which the candidate was nominated.

Clause 10: New.

Clause 11: Section 19 and the heading before it read as follows:

Loans and Guarantees by Minister of Finance

19. The Governor in Council may authorize the Minister of Finance, on behalf of Her Majesty,

- (a) to guarantee, on such terms and conditions as the Governor in Council may approve, repayment with interest of loans or advances made to the Board for the purpose of carrying on its operations, on the security of grain held by the Board or otherwise, and payment with interest of amounts owing to the Board in respect of the sale of grain on credit; or
- (b) to make loans or advances to the Board on such terms and conditions as may be agreed on.

Clause 12: (1) Subsection 24(2) reads as follows:

(2) Where grain is delivered by a producer to an elevator, the manager or operator thereof shall, immediately on completion of the delivery of the grain, truly and correctly record and enter the net weight in tonnes, after dockage, of the grain so delivered in the permit book under which delivery is made and shall initial the entry in the permit book.

(2) New.

Clause 13: New.

Clause 14: New.

(4) Il incombe à la Commission de prendre les mesures administratives relatives à l'organisation des élections et à la surveillance de leur déroulement, notamment :

- a) d'employer le personnel administratif nécessaire à la tenue du scrutin et de lui verser la rémunération, les frais et indemnités qu'elle fixe par tarif, contrat ou autrement;
- b) d'acquitter les frais afférents à la tenue du scrutin qu'elle a engagés ou qui l'ont été en son nom, y compris les frais qu'elle a autorisés quant à la préparation, l'impression et la diffusion de la documentation électorale destinée à faire connaître les candidats;
- c) de remettre à chaque candidat éligible la liste des noms et adresses des producteurs-exploitants de sa circonscription qui sont habiles à voter.

(5) Les candidats ne peuvent utiliser la liste visée à l'alinéa (4)c) qu'à des fins électorales; une fois leur campagne électorale terminée, ils sont tenus de renvoyer tous les exemplaires de la liste à la Commission, dans les meilleurs délais.

(6) La Commission déclare élu au comité consultatif, à la suite du comptage des suffrages exprimés, le candidat de chacune des onze circonscriptions électorales ayant obtenu le plus grand nombre de voix.

Article 10. — Nouveau.

Article 11. — Texte de l'article 19 et de l'intertitre le précédant :

Prêts et garanties du ministre des Finances

19. Le gouverneur en conseil peut autoriser le ministre des Finances à faire les opérations suivantes pour le compte de Sa Majesté : d'une part, garantir, aux conditions que le gouverneur en conseil approuve, le remboursement des prêts ou avances consentis à la Commission pour l'exercice de ses activités — notamment sur la garantie du grain qu'elle détient — et les créances de celle-ci dans le cas de vente de grains à crédit, ainsi que l'intérêt afférent, d'autre part, consentir des prêts ou avances à la Commission aux conditions dont il peut être convenu.

Article 12, (1). — Texte du paragraphe 24(2) :

(2) Dès la livraison terminée, le directeur inscrit fidèlement et correctement dans le carnet de livraison qui permet la livraison le poids net en tonnes, après extraction des impuretés, du grain livré, et il paraphe l'inscription.

(2). — Nouveau.

Article 13. — Nouveau.

Article 14. — Nouveau.

Clause 15: Paragraph 28(h.1) is new. The relevant portion of section 28 reads as follows:

28. The Board may, notwithstanding anything in the *Canada Grain Act*, but subject to directions, if any, contained in any order of the Governor in Council, by order,

Clause 16: Subsection 29(1) reads as follows:

29. (1) The Governor in Council may empower the Board to make inquiries and investigations to ascertain the availability of delivery and transportation facilities, supplies of grain and all matters connected with the interprovincial or export marketing of grain, and for that purpose empower the Board and the members thereof to exercise the powers of commissioners under Part I of the *Inquiries Act*.

Clause 17: Section 31 reads as follows:

31. Subject to section 40, in this Part, “pool period” means a crop year.

Clause 18: (1) and (2) The relevant portion of subsection 32(1) reads as follows:

32. (1) The Board shall undertake the marketing of wheat produced in the designated area in interprovincial and export trade and for that purpose shall

(a) buy all wheat produced in the designated area and offered by a producer for sale and delivery to the Board at an elevator or in a railway car in accordance with this Act and the regulations and the orders of the Board;

(b) pay to producers selling and delivering wheat produced in the designated area to the Board, at the time of delivery or at any time thereafter as may be agreed on, a sum certain per tonne basis in storage at a pooling point to be fixed from time to time

(i) by regulation of the Governor in Council in respect of wheat of a base grade to be prescribed in those regulations, and

(ii) by the Board, with the approval of the Governor in Council, in respect of each other grade of wheat;

...

(c) where, pursuant to paragraph (b), the sum certain payable to producers in respect of wheat of any grade is increased during a pool period, pay to any person the amount of the increase in respect of each tonne of wheat of that grade produced in the designated area and sold and delivered by that person as a producer to the Board during the pool period prior to the day on which the increase becomes effective; and

(d) issue to a producer, who sells and delivers wheat produced in the designated area to the Board, a certificate indicating the number of tonnes purchased and delivered and the grade thereof, which certificate entitles the producer named therein to share in the equitable distribution of the surplus, if any, arising from the operations of the Board with regard to the wheat produced in the designated area sold and delivered to the Board during the same pool period.

Article 15. — L’alinéa 28h.1) est nouveau. Texte du passage introductif de l’article 28 :

28. Malgré la *Loi sur les grains du Canada*, mais sous réserve des instructions figurant dans les décrets du gouverneur en conseil, la Commission peut, par ordonnance :

Article 16. — Texte du paragraphe 29(1) :

29. (1) Le gouverneur en conseil peut, d’une part, investir la Commission du pouvoir de mener des enquêtes en vue de déterminer les services de livraison et moyens de transport disponibles, et les approvisionnements de grains, et sur toutes questions relatives à l’organisation du marché interprovincial ou de l’exportation du grain, et, d’autre part, à cette fin, autoriser celle-ci et les commissaires à exercer les pouvoirs des commissaires nommés aux termes de la partie I de la *Loi sur les enquêtes*.

Article 17. — Texte de l’article 31 :

31. Sous réserve de l’article 40, « période de mise en commun » s’entend, pour l’application de la présente partie, d’une campagne agricole.

Article 18, (1) et (2). — Texte des passages introductif et visés du paragraphe 32(1) :

32. (1) Il incombe à la Commission de commercialiser, dans le cadre du commerce interprovincial et de l’exportation, le blé produit dans la région désignée. À cette fin, elle :

a) achète tout le blé produit dans la région désignée et que les producteurs offrent de lui vendre et de lui livrer à un silo ou à un wagon conformément à la présente loi, aux règlements et à ses ordonnances;

b) paie à ces producteurs, au moment de la livraison ou à une date ultérieure convenue, la somme déterminée par tonne, en magasin à un point de mise en commun, fixée :

(i) par règlement du gouverneur en conseil, pour ce qui est du blé du grade de base déterminé par le règlement,

(ii) par elle, avec l’approbation du gouverneur en conseil, pour ce qui est des autres grades;

[...]

c) fait bénéficier les producteurs, à compter du début de la période de mise en commun, de toute augmentation de prix survenue au cours de la période et applicable au grade de blé qu’ils ont vendu et livré;

d) délivre à chaque producteur qui lui vend et livre du blé produit dans la région désignée un certificat indiquant le nombre de tonnes achetées et livrées et le grade du blé, le certificat donnant droit à son titulaire de participer à la distribution équitable de l’éventuel excédent résultant des opérations qu’elle fait sur le blé produit dans la région désignée et qui lui est vendu et livré au cours de la même période de mise en commun.

(3) Subsection 32(3) reads as follows:

(3) The Board shall, if directed by regulation, pay to each producer at the time of delivery of wheat to the Board, in addition to any other payment authorized by this section, a sum per tonne on account of storage of that wheat on the producer's farm, for such period of storage as the Board in its sole discretion shall fix for the purposes of the storage payment, which sum, however, shall equal the amount payable for storage in a country elevator for the same period according to the country elevator tariff rate filed with the Canadian Grain Commission.

Clause 19: (1) to (3) Subparagraphs 33(1)(a)(i.1) and (i.2) are new. The relevant portion of subsection 33(1) reads as follows:

33. (1) As soon as the Board receives payment in full for all wheat produced in the designated area sold and delivered to it by producers during any pool period and all credit sales have been concluded of such wheat in respect of which payment is guaranteed pursuant to section 19, there shall be deducted, from the aggregate of the total amount so received, the principal so guaranteed and any interest that accrues during that pool period in respect of sales of wheat on credit concluded during any pool period, all moneys disbursed by or on behalf of the Board

(a) by way of payment in respect of that wheat and by way of expenses incurred in connection with the operations of the Board attributable to that wheat, including

(i) the remuneration and allowances of the Commissioners, members of the Advisory Committee and officers, clerks and employees of the Board,

...

(iii) the costs of an election of members of the Advisory Committee incurred by or on behalf of the Board, and

(4) Subsections 33(1.1) to (5) read as follows:

(1.1) With the approval of the Governor in Council and subject to such terms and conditions as the Governor in Council may prescribe, in addition to any payment authorized by section 32, the Board may fix and pay in respect of any pool period a sum per tonne to each producer who has sold and delivered wheat to the Board in a railway car during the pool period.

(2) Subject to sections 33.1 to 33.5, the Board shall, on or after January 1 of the year commencing after the end of any pool period, distribute the balance remaining in its account in respect of wheat produced in the designated area purchased by it from producers during the pool period, after making the deductions therefrom provided for in subsection (1) and the payments provided for in subsection (1.1), among holders of certificates issued by the Board pursuant to this Part during the pool period, by paying on surrender to it of each certificate, unless the Board, by order, waives the surrender, to the person named therein, the appropriate sum determined by the Board as provided in this Act for each tonne of wheat referred to therein according to grade.

(3) Notwithstanding subsection (1), if the Governor in Council, having regard to a report by the Board of the effect on its financial position of an interim payment on account of the distribution of the balance referred to in subsection (2), is of the opinion that an interim payment can be made without loss, the Governor in Council may authorize and direct that payment to be made.

(3). — Texte du paragraphe 32(3) :

(3) Si les règlements l'y obligent, la Commission verse à chaque producteur au moment de la livraison, au titre des frais que celui-ci a engagés pour le stockage du blé dans son exploitation agricole, le montant par tonne prévu pour le stockage dans un silo régional pour la même période d'après le barème des silos régionaux déposé au bureau de la Commission canadienne des grains; la période de stockage à prendre en compte pour le paiement est laissée à la seule appréciation de la Commission.

Article 19, (1) à (3). — Les sous-alinéas 33(1)(a)(i.1) et (i.2) sont nouveaux. Texte des passages visés du paragraphe 33(1) :

33. (1) Dès que, d'une part, elle est payée intégralement pour le blé produit dans la région désignée que les producteurs lui ont vendu et livré au cours de la période de mise en commun et, d'autre part, les ventes de blé à crédit auxquelles s'applique la garantie visée à l'article 19 ont été conclues pour cette période, la Commission prélève sur la somme des montants ainsi payés, du principal garanti et de l'intérêt échu dans cette période — y compris celui afférent à une vente à crédit conclue dans une période antérieure — les montants suivants au titre des dépenses qu'elle a engagées ou qui l'ont été en son nom :

a) le prix d'achat du blé et les frais afférents aux opérations qu'elle a effectuées sur celui-ci, y compris :

(i) la rémunération et les indemnités des commissaires, des membres du comité consultatif et du personnel,

[...]

(iii) les frais afférents aux élections des membres du comité consultatif,

(4). — Texte des paragraphes 33(1.1) à (5) :

(1.1) La Commission peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil et aux conditions que celui-ci peut déterminer, fixer le montant à verser pour une période de mise en commun — par tonne et en sus de tout paiement visé à l'article 32 — à chaque producteur qui lui a vendu et livré du blé à un wagon au cours de cette période et payer ce montant à celui-ci.

(2) Sous réserve des articles 33.1 à 33.5, le 1^{er} janvier de l'année suivant la fin de la période de mise en commun ou à une date ultérieure, la Commission procède à la distribution du solde créditeur — une fois faites les déductions visées au paragraphe (1) et effectués les paiements visés au paragraphe (1.1) — du compte relatif au blé, produit dans la région désignée et qu'elle a acheté auprès des producteurs au cours de cette période, aux détenteurs des certificats qu'elle a délivrés aux termes de la présente partie au cours de cette période en payant à chacun, sur remise du certificat — sauf si par ordonnance, elle y a renoncé —, la somme appropriée qu'elle a fixée dans le cadre de la présente loi pour chaque tonne de blé selon le grade.

(3) Malgré le paragraphe (1), le gouverneur en conseil peut ordonner le paiement de versements intérimaires au titre de la distribution prévue au paragraphe (2) si, au vu d'un rapport de la Commission quant à l'effet produit sur sa situation financière par ce paiement, il est d'avis que celui-ci peut se faire sans perte.

(4) Expenses incurred by the Board with respect to any international organization for the purposes of marketing wheat and the expenses of any commissioner or officer of the Board of and incidental to attendance at meetings of that international organization or any committee thereof shall be deemed to be expenses incurred in connection with the operations of the Board within the meaning of this section, but nothing in this subsection shall be construed as authorizing the payment by the Board of any contributions required to be paid by Canada to or in support of that international organization or any committee thereof.

(5) The Board shall, with the approval of the Governor in Council, determine and fix the amounts to which producers are entitled per tonne according to grade under certificates issued pursuant to this Part so that each producer receives, in respect of wheat sold and delivered to the Board during each crop year for the same grade of wheat, the same price basis at a pooling point and that each price bears a proper price relationship to the price for each other grade.

Clause 20: New.

Clause 21: (1) The relevant portion of subsection 37(1) reads as follows:

37. (1) The Governor in Council may, by regulation,

...

(c) prescribe the conditions under which the right to payment under a certificate issued pursuant to this Part may be transferred.

(2) Subsection 37(2) reads as follows:

(2) Except as provided by regulation, no certificate issued pursuant to this Part or the right to payment thereunder shall be transferred or assigned and no person other than the person therein named is entitled to payment thereunder, and a statement to that effect shall be printed on each certificate.

Clause 22: Section 39.1 is new. Sections 38 and 39 read as follows:

38. The Governor in Council may authorize the Board to adjust its accounts at any time by transferring to the then current pool period all wheat delivered during a preceding pool period and then remaining unsold, and the Board shall credit to the accounts for that preceding pool period, and charge against the accounts for the current pool period, such amount as the Governor in Council deems to be a reasonable price for the wheat so transferred, and all wheat so transferred shall,

(a) for the purposes of the accounts relating to that preceding pool period, be deemed to have been sold and paid for in full for that amount; and

(b) in the accounts relating to the current pool period, be dealt with as though it had been sold and delivered to the Board by producers in the current pool period and purchased by the Board for that amount, but no further certificates in respect thereof shall be issued under paragraph 32(1)(d).

(4) Les dépenses de la Commission relatives aux organismes internationaux de commercialisation du blé et celles qui sont entraînées par la présence des commissaires ou de ses dirigeants aux réunions de ces organismes ou de leurs comités sont réputées constituer des frais afférents aux opérations qu'elle a effectuées sur le blé au sens du présent article; le présent paragraphe n'a toutefois pas pour effet d'autoriser la Commission à verser les contributions dont le Canada est redevable à ces organismes ou comités, ou qu'il est tenu d'acquitter pour leur soutien.

(5) Avec l'approbation du gouverneur en conseil, la Commission fixe les montants à verser aux producteurs, par tonne et selon le grade indiqué dans les certificats délivrés aux termes de la présente partie, selon le sens et l'intention véritables de la présente partie, ceux-ci étant que chaque producteur doit recevoir, pour le blé vendu et livré à la Commission au cours de chaque campagne agricole et pour le même grade de blé, le même prix, base un point de mise en commun, et que les prix applicables aux différents grades doivent être proportionnels.

Article 20. — Nouveau.

Article 21, (1). — Texte des passages introductif et visé du paragraphe 37(1) :

37. (1) Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

[...]

c) fixer les conditions de cession du droit au paiement qui découle d'un certificat délivré aux termes de la présente partie.

(2). — Texte du paragraphe 37(2) :

(2) Sauf disposition contraire des règlements, les certificats délivrés aux termes de la présente partie, ainsi que le droit au paiement qui en découle, sont incessibles, seul le titulaire ayant droit au paiement. Le certificat doit contenir une mention à cet effet.

Article 22. — L'article 39.1 est nouveau. Texte des articles 38 et 39 :

38. Le gouverneur en conseil peut autoriser la Commission à rectifier ses comptes en transférant à la période de mise en commun en cours le blé livré pendant une période antérieure et encore invendu; le cas échéant, le montant que la Commission doit porter au crédit des comptes de la période antérieure et au débit des comptes de la période en cours est fixé par le gouverneur en conseil selon ce qu'il estime être un prix raisonnable pour ce blé; le blé ainsi transféré est réputé :

a) dans les comptes relatifs à la période antérieure, avoir été vendu et totalement payé;

b) dans les comptes de la période en cours, avoir été vendu et livré à la Commission par les producteurs pendant la période de mise en commun en cours et acheté par elle, aucun certificat visé à l'alinéa 32(1)d) ne pouvant toutefois plus être délivré à cet égard.

39. (1) Where producers of any grain sold and delivered during a pool period have been for six years or more entitled to receive from the Board payments in respect thereof under certificates issued pursuant to this Act or out of an equalization fund, or otherwise, and there is an undistributed balance remaining in the accounts of the Board in respect of that grain, the Governor in Council may authorize the Board

(a) to adjust its accounts

(i) by applying the undistributed balance in payment of the expenses of distribution of the balance mentioned in subsection 33(2) with respect to the same kind of grain in any earlier pool period, and

(ii) by transferring the remainder of the undistributed balance to a separate account; and

(b) to pay to the persons who are entitled to receive payments in respect of that grain the amount to which they are entitled out of the separate account.

(2) Any balance transferred to the separate account pursuant to subparagraph (1)(a)(ii), other than such part thereof as is required for the payments referred to in paragraph (1)(b), shall be used for such purposes as the Governor in Council, on the recommendation of the Board, may deem to be for the benefit of producers.

Clause 23: The heading of Part IV reads as follows:

REGULATION OF INTERPROVINCIAL AND EXPORT TRADE
IN WHEAT

Clause 24: New.

Clause 25: (1) and (2) Paragraphs 46(c.1) and (c.2) are new. The relevant portion of section 46 reads as follows:

46. The Governor in Council may make regulations

...

(b) to exclude any kind of wheat, or any grade thereof, or wheat produced in any area in Canada, from the provisions of this Part either in whole or in part, or generally, or for any period;

Clause 26: New.

Clause 27: New.

Agricultural Marketing Programs Act

Clause 31: The definition “Board” in subsection 2(1) reads as follows:

“Board” means The Canadian Wheat Board established by section 3 of the *Canadian Wheat Board Act*.

Financial Administration Act

Clause 32: Subsection 85(1) reads as follows:

85. (1) Divisions I to IV do not apply to the Bank of Canada, the Canada Council, the Canadian Broadcasting Corporation, the Canadian Film Development Corporation, the Canadian Wheat Board, the International Development Research Centre or the National Arts Centre Corporation.

39. (1) Dans les cas où des producteurs des grains vendus et livrés au cours d'une période de mise en commun ont eu, pendant au moins six ans, le droit de recevoir de la Commission des paiements à cet égard, notamment au titre de certificats délivrés aux termes de la présente loi ou sur un fonds de péréquation, et qu'il subsiste un solde non distribué aux comptes de la Commission relatifs à ces grains, le gouverneur en conseil peut permettre à la Commission :

a) de rectifier ses comptes :

(i) d'une part, en affectant ce solde au paiement des frais de distribution du solde mentionné au paragraphe 33(2) à l'égard de ce type de grains pour une période antérieure de mise en commun,

(ii) d'autre part, en virant le reste du solde non distribué à un compte distinct;

b) de verser sur ce compte distinct aux personnes ayant droit de recevoir des paiements pour ces grains le montant qui leur revient.

(2) Tout solde viré au compte distinct en conformité avec le sous-alinéa (1)a)(ii), à l'exclusion de la partie nécessaire aux paiements mentionnés à l'alinéa (1)b), doit servir aux fins que le gouverneur en conseil, sur recommandation de la Commission, estime être à l'avantage des producteurs.

Article 23. — Texte du titre de la partie IV :

RÉGLEMENTATION DU COMMERCE INTERPROVINCIAL OU
DE L'EXPORTATION DU BLÉ

Article 24. — Nouveau.

Article 25. — Les alinéas 46c.1) et c.2) sont nouveaux. Texte des passages introductif et visé de l'article 46 :

46. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

[...]

b) soustraire tout type ou grade de blé, ou le blé produit dans une région donnée du Canada, à l'application de la présente partie, totalement ou partiellement, de façon générale, ou pour une période déterminée;

Article 26. — Nouveau.

Article 27. — Nouveau.

Loi sur les programmes de commercialisation agricole

Article 31. — Texte de la définition de « Commission » au paragraphe 2(1) :

« Commission » La Commission canadienne du blé, constituée en vertu de l'article 3 de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*.

Loi sur la gestion des finances publiques

Article 32. — Texte du paragraphe 85(1) :

85. (1) Les sections I à IV ne s'appliquent pas à la Banque du Canada, au Centre de recherches pour le développement international, à la Commission canadienne du blé, au Conseil des Arts du Canada, à la Corporation du Centre national des Arts, à la Société de développement de l'industrie cinématographique canadienne ni à la Société Radio-Canada.

Canada Grain Act

Clause 33: (1) and (2) Paragraph 118(g.1) is new. The relevant portion of section 118 reads as follows:

118. The Commission may make orders

...

(g) subject to any order made under the *Canadian Wheat Board Act*, providing for the acceptance of deliveries of grain in the interests of producers; and

Loi sur les grains du Canada

Article 33. — L'alinéa 118g.1) est nouveau. Texte des passages introductif et visé de l'article 118 :

118. La Commission peut, par ordonnance :

[...]

g) sous réserve des ordonnances prises en application de la *Loi sur la Commission canadienne du blé*, pourvoir à l'acceptation des livraisons de grain dans l'intérêt des producteurs;

MAIL  POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail**Poste-lettre****8801320****Ottawa***If undelivered, return COVER ONLY to:*

Public Works and Government Services Canada — Publishing
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

*En cas de non-livraison,**retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition
45 Boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

Available from:
Public Works and Government Services Canada — Publishing,
Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente:
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition,
Ottawa, Canada K1A 0S9